

GUERRE A LA GUERRE JOURNAL ANARCHISTE ITALIEN

Supplément du numéro 3 - Avril 2023

RECUEIL D'ARTICLES DU JOURNAL ANARCHISTE ITALIEN *BEZMOTIVNY*

- Contre la guerre** (10 janvier 2022) p.3
Contre la paix (24 janvier 2022) p.4
Pour la révolution (7 février 2022) p.6
Sabotons la guerre en déclenchant l'Internationale (21 février 2022) p.8
Quand tonne le déluge (7 mars 2022) p.10
Commençons immédiatement Guerre sociale ! (21 mars 2022) p.12
Époques intéressantes (4 avril 2022) p.13
La rhétorique de l'unité nationale (18 avril 2022) p.15
Combattre ! (18 avril 2022) p.16
Devinez quoi... (16 mai 2022) p.17
Aller au-delà (16 mai 2022) p.18
Le climat actuel (16 mai 2022) p.19
Pas après pas on apprend à danser, pas à lutter (16 mai 2022) p.20
Affamés ! (30 mai 2022) p.21
De quel côté ? *Sur le réalisme de certains anarchistes* (13 juin 2022) p.22
Les anarchistes pour l'OTAN (11 juillet 2022) p.24
Sans freins (août 2022) p.27
Énergies récupérables (août 2022) p.29
Mais vraiment ? (26 septembre 2022) p.30
Appendice : Une conspiration historique. *Internationalisme anarchiste et révolution sociale* (27 juin 2022) p.33

CONTRE LA GUERRE

L'Europe est un continent fondé sur la guerre. Les puissances historiques naissent de victoires et d'accords de guerre. Ceci n'est pas la prérogative de ce seul territoire, mais celle de chaque État et organisation sociale autoritaire qui, avec ses forces armées, défend les patrons et, aujourd'hui, le mode capitaliste de production.

Ceci est une logique claire, un fait, et non pas la contingence du moment.

Nos produits, les marchandises que nous consommons, ont comme origine et comme base logistique l'exploitation et la guerre. Pensons, par exemple, aux ressources minières comme le lithium ou le coltan, principalement présents en Amérique du Sud et sur le continent africain. Sans l'exploitation, sans un déploiement militaire, sans les grandes économies mondiales qui en profitent, sans le silence acritique des populations des États qui font du profit sur le commerce d'armements et sur l'exploitation des ressources, personnes ne mourraient en travaillant dans les mines, et la terre s'en sortirait préservée.

Pour le lithium, les patrons détruisent la terre, exploitent et tuent des ouvriers ; avec ce lithium, ils produisent dans de nombreuses usines, remplies d'exploités, des marchandises pour les intérêts du marché, entre autres des smartphones. Ceux-ci représentent une gigantesque distraction sociale, qui structurent le désintérêt des citoyens pour devenir des individus émancipés, les entraînant à l'intérieur du théâtre hollywoodien ; grâce à ce même smartphone, les citoyens commandent la marchandise préparée, transportée, façonnée, reconditionnée, retransportée par autant d'exploités écrasés sous les pelleuses, qui meurent sous l'effondrement des hangars dans lesquels ils travaillent. Tout ça pour les intérêts du capitalisme et de la guerre.

S'assurer ces ressources est indispensable aux États pour leur survie, pas uniquement pour produire des instruments d'usage quotidien. Elles sont si fondamentales qu'elles sont utilisées pour créer les instruments nécessaires

à la guerre même : des drones avec des puces en silicium, des chars armés sans pilote, qui défendent les intérêts des nations dans les sites d'extractions des matériaux nécessaires à leur construction. Des porte-avions construits pour défendre les intérêts des compagnies pétrolières qui extraient le pétrole pour alimenter les avions de guerre.

Voilà une partie du sens de la guerre en acte que nous sommes en train de vivre, aujourd'hui plus que jamais ; pas uniquement des guerres nationalistes et territoriales, mais des guerres d'affaires. Des guerres économiques. Les accords sur la gestion des ressources pour garantir le fonctionnement du bien-être théâtral aux spectateurs dociles des pays militairement et technologiquement développés. Développés dans la course folle pour la dévastation de la terre.

La guerre des États n'est pas uniquement une guerre entre les puissances – dans laquelle ne meurent cependant que les pedzouilles –, c'est aussi une guerre intérieure contre les exploités. Voilà les deux faces d'une même médaille : l'une soutient et permet l'autre.

La guerre contre l'environnement, motivée par des nécessités économiques, est elle aussi une guerre sociale contre les opprimés du monde entier, qui de fait nous rend invivable pas uniquement le quotidien auquel nous sommes habitués, mais toute possibilité d'un futur différent de celui prévu par la société capitaliste.

Ce n'est évidemment pas la seule face de la guerre intérieure.

« Les riches ne cesseront de nous tuer que quand ils recommenceront à avoir peur » disait la banderole d'un ouvrier – ayant été suspendu à cause de ça – il y a quelques mois à Brianza. Et c'est ainsi.

Cela s'est vu, par exemple, le 12 décembre dans l'Illinois quand, au passage d'une tornade et d'une tempête de neige, on a empêché aux ouvriers d'un centre Amazon de rentrer chez eux. Six d'entre eux sont morts.

Depuis la nuit des temps, nous avons subi les coups que les patrons nous ont infligés. Et la campagne de guerre à laquelle nous assistons aujourd'hui promet de manière toujours plus claire et clairvoyante un régime toujours plus dur et autoritaire.

La guerre contre les exploités est menée chaque jour, avec les militaires dans les rues, les morts au travail, les contrôles de police, les morts dans la tentative de traverser les frontières des États forteresses de l'occident.

Si la peur, le patriotisme et le fétichisme envers les règles sont propagés par une simple pandémie virale, à quoi devons-nous nous attendre quand la guerre frappera aussi à nos portes ? On en a eu un aperçu lors des événements qui ont suivi les attentats de Daesh il y a quelques années. Qu'arrivera-t-il avec la dégradation assurée des effets d'une crise climatique créée et voulue par les puissants ?

La réalité qui se prépare est faite de gros patrons se partageant les tranches d'un reste de gâteau avarié. Que répondre, arrivé à ce point ? Continuer sur la vague d'une normalité aberrante, qui poursuit le confort d'un progrès fantomatique, pour permettre une nouvelle fois un monde d'abus insurmontables ? Est-ce une vie digne ? Peut-être que oui, pour le grand nombre. Pour ceux que cela intéresse de ne profiter que d'une vie partielle et pleine de faussetés, d'images floues de liberté, pour ceux-là il y a peut-être encore une place, s'ils survivent à la catastrophe.

Qu'elle soit intérieure ou extérieure, la guerre est toujours contre les exploités de toute part, et elle ne peut être arrêtée que par nous autres exploités. Dans une optique internationaliste, il est nécessaire de frapper les responsables les plus proches de nous : frapper les seigneurs de la guerre à partir de chez nous. Attaquer toute la filière, la plus évidente qui produit et vend des armes (comme l'entreprise Fiocchi de Lecco ou Beretta dans la province de Brescia, ou encore l'entreprise Oto Melara de La Spezia), et celle moins évidente

mais pas moins importante de ceux qui financent et étudient les technologies militaires (comme Leonardo/Finmeccanica ou la société Sant'Anna de Pise).

Nous l'avons vu en 2003, ce ne sont pas les manifestations pacifiques qui empêcheront les guerres du capital. Il n'est pas possible non plus de continuer à tourner la tête quand les avions décollent des bases du village à côté de chez nous. Il est nécessaire de recommencer à sentir et à suivre la forte nécessité d'empêcher la guerre, de mettre des obstacles réels à la dissémination de mort. Redécouvrir les manières de véritablement arrêter les armements, comme cela a été fait avec la grève des dockers de Livorno et de Genova ou avec l'invasion des bases en Sardaigne. Ou bien avec les coups portés contre les banques et les agences qui financent les morts, ici et ailleurs.

Pour le dire avec les mots de la *Cronaca Sovversiva* : « Les guerres et la militarisation sont produites ici. Elles sont préparées et projetées ici ».

Seule la révolution sociale peut empêcher la guerre des patrons.

Les États sont donc des faiseurs de guerre. On a attendu la trêve. Voilà ce que l'on a fait. La trêve des Grandes Guerres pour le rétablissement d'un ordre social solide, fourbe, pacifié, mais « contre tout soupçon » sanglant, pour mieux dire, démocratiquement sanglant.

Comme le disait si bien la *Cronaca Sovversiva* : « [...] l'insurrection précédera la trêve, elle fera irruption pour

empêcher que la paix ne réorganise sur les ruines de la guerre l'ordre social qui en a déchainé les horreurs et l'infamie. Elle doit la précéder ! Elle doit surprendre par-derrrière les armes à la main l'auguste bande criminelle internationale qui pour une poignée de guinées¹, pour un bout de terre, pour une couronne, a troqué sur l'autel du Moloch le plus fervent, le plus pur sang du monde. Et ne nous demandez pas où, quand elle s'abattrait faisant sauter toutes les pertitions ! »

La fin de la guerre doit être précédée par le bouleversement, le soulèvement libérateur ayant la capacité de renverser à tel point les ordres et ses techniques que toute restructuration devient alors impossible.

C'est grâce à la suppression de la conscience de classe que la guerre entre les exploités est menée, et elle déchire impunément les ventres des pedzouilles en enrichissant les poches d'un petit nombre, toujours les mêmes. Parce qu'au milieu de ce saccage environnemental, ceux qui vont en faire les frais, en plus des gigantesques merveilles de la terre, ce sont toujours les esclaves qui se fracassent les reins à coups de pioches, pillant au profit du palet des Porcs les ressources qui serviront ensuite – en plus de remplir les

¹ Ancienne monnaie d'or en usage en Angleterre équivalant à vingt et un shillings, aujourd'hui utilisée comme monnaie de compte.

supermarchés – à développer le marché de la guerre et à rendre leurs chars efficaces. Les mêmes chars des mêmes patrons qui étouffent dans le sang tout élan de liberté.

Et vous ne les entendez pas ? Vous n'entendez pas les cris qu'apporte le vent depuis les champs ensanglantés en Syrie ? Et depuis les champs en Lybie ? Vous n'entendez pas les chenilles des chars qui souillent la terre à la frontière hongroise ? Au Donbass ? Vous ne le voyez pas ? Nous sommes couverts de sang. Le même sang et les mêmes cris sortent et retentissent des usines d'armes en Italie ! Les mêmes sons terribles retentissent depuis les mêmes chenilles, dans les embouteillages à l'heure de pointe, au milieu de la paix apparente de travailleurs résignés à l'indifférence.

Et l'indifférence qui abonde suinte d'une odeur de mort et d'un pressentiment catastrophique. Un danger habite la réalité capitaliste. Un énorme danger toujours vivant et imminent, qui s'insinuera et bouleversera précocement nos vies à tous tant que nous vivrons une vie vide, une vie de paix. L'indifférence c'est la guerre.

Des conspirateurs

Numéro 1, Année II, 10 janvier 2022

CONTRE LA PAIX

Il y a des opprimés et des oppresseurs. Dans l'histoire telle que nous la connaissons habituellement, cela semble être une constante des rapports entre les êtres humains. Depuis la nuit des temps, les hommes vivent au sein d'organisations sociales hiérarchisées où l'effort collectif de tous est à l'avantage exclusif d'une minorité. Dans les sociétés, principalement grâce à l'avantage conféré par la richesse, les oppresseurs se dotent de formes d'exploitation et de contrôle visant à tota-

liser l'existence de toute cette communauté spécifique d'êtres humains. Dans une réalité de ressources matérielles limitées, les oppresseurs cherchent à consolider leurs avantages non seulement au détriment des opprimés, mais aussi, possiblement, au détriment d'autres exploités comme eux. À travers le récit et la construction concrète d'institutions, l'organisation sociale tend à créer un « sentiment de communauté » dans laquelle les membres se sentent partie prenante d'une col-

lectivité en opposition à d'autres communautés différentes. Au sein de ce parcours, la principale forme que les oppresseurs trouvent pour assurer leur domination est l'État. Dans une histoire séculaire, peut-être millénaire, l'État semble émerger et s'affirmer sur d'autres modalités d'organisation des êtres humains justement parce que, en s'érigeant comme une « entité » en soi, il semble être au-dessus des parties, il semble pouvoir assurer l'équidistance et l'impartialité vis-à-vis des conflits

entre les êtres humains. Au cours des siècles, la fonction et le rôle de l'État se sont peu à peu précisés, et c'est avec l'arrivée du capitalisme qu'il a comblé sa tendance à remplacer toute autre forme d'organisation sociale. Sur le plan idéologique aussi, l'affirmation toujours plus inéluctable de l'État accompagne la naissance de visions du monde dans lesquelles les êtres humains sont divisés en catégories ayant petit à petit à voir avec l'oppression matérielle : des croyants d'une certaine foi, nés dans un territoire particulier, des citoyens dotés de droits. Toutefois, l'existence de l'État ne porte pas atteinte à la brutalité et la matérialité de l'oppression, au contraire, celles-ci trouvent leur continuité à travers lui. Cela se voit aussi bien dans la normalité d'une législation incarnée par des juges, des flics, des prisons, garantissant comme un droit l'avantage d'une minorité – lois sur la propriété privée, sur le mariage et la famille, sur le travail salarié – que dans ces rares moments historiques au cours desquels les opprimés relèvent la tête pour mettre en discussion la réalité dans laquelle ils vivent, et l'État se montre immédiatement comme le défenseur du statu quo – déployant toute sa violence pour maintenir les privilèges de la minorité. L'État montre sa fonction la plus importante, car la « paix » que les oppresseurs souhaitent est la « pacification » des opprimés.

Ce parcours de pacification trouve aussi son sens dans la nécessité pour les États – en tant qu'organisation à l'avantage exclusif des oppresseurs – de se confronter à d'autres États afin de pouvoir s'assurer une supériorité en termes de pouvoir : il trouve son sens dans la guerre.

Les États ne peuvent pas être en paix totale car sans armement ni économie de guerre ils ne peuvent pas survivre.

Depuis toujours, les guerres menées par les États ont besoin d'enrôler des opprimés volontaires, aussi bien dans les tranchées que dans les usines. À notre époque aussi, et peut-être surtout, l'augmentation des tensions et des conflits latents entre les États, ainsi que l'incapacité toujours plus évidente de gérer l'existant, ont renforcé la nécessité pour les organisations sociales d'avoir une communauté soumise aux exigences des exploités. Une compétition économique toujours plus prononcée, l'épuisement des ressources naturelles, l'émergence en tant que

sujet, dans le cadre de cette compétition, d'États jusqu'ici simple objet de l'exploitation de la part de l'Occident contraignent les patrons des États à se préparer à une conflictualité toujours plus explicite, à se préparer au conflit global pour se diviser les tranches d'un gâteau toujours plus petit.

Si l'on observe les changements sociaux, imposés par des décrets qui s'enchaînent avec une rapidité extrême, la nécessité d'une population interne pacifiée et enrôlée pour soutenir le front est de jour en jour plus évidente. Les contrôles augmentent de jour en jour : alors que les immigrés sont enfermés dans des bateaux-quarantaine avant d'être jetés dans les CRA – ce qui n'a rien d'une nouveauté –, que les prisonniers sont massacrés dans les prisons pendant que de petites équipes à la solde des patrons tabassent les ouvriers en grève (quand un camion ne vient pas les écraser), qui par la suite font l'objet d'enquêtes et sont dénoncés, alors que la police répond par des charges et des lacrymogènes à tous ceux qui descendent dans la rue, on demande même aux citoyens honnêtes et respectueux de montrer leurs documents d'identités et leurs autorisations de manière toujours plus envahissante. La force des patrons dans le domaine du travail augmente elle aussi fortement à partir du moment où on leur a fourni l'instrument du passe-sanitaire.

Il n'y a pas qu'en Italie que l'on observe une augmentation de l'usage du bâton de la part de l'État.

Mais les patrons savent parfaitement que, tant que c'est possible, la carotte paie davantage.

L'illusion de l'État comme communauté est si forte qu'elle a aussi pénétré dans la mentalité des opprimés : elle l'a fait de manière si profonde que ceux-ci en arrivent souvent à voir dans l'État, en tant que communauté, l'unique réponse possible à leurs nécessités.

Cela a conduit à la naissance de figures et de mouvements qui deviennent les porte-voix des instances des opprimés dans un dialogue avec l'État, cherchant des droits et des concessions et promouvant le pacifisme, l'attente, le réformisme, et exhortant à ne pas céder aux provocations violentes, dans le récit selon lequel la paix sociale et le respect des règles imposées sont le meilleur moyen d'améliorer leurs conditions dans ce qui est, sans doute, le meilleur des mondes possibles.

D'un côté on trouve ceux qui, convaincus par la propagande de guerre menée par des moyens de communication divers et variés, affirment qu'au nom du « bien commun » il est nécessaire de baisser la tête et d'assumer la responsabilité individuelle du désastre social. Au nom de la santé publique, chaque individualité est alors invitée à accepter en silence les restrictions et les chantages toujours plus importants, au nom de la crise économique les travailleurs sont invités à accepter des accords toujours plus indécentes, au nom de la crise énergétique on demandera d'accepter de vivre dans un territoire militarisé au rythme du tic-tac de l'atome radioactif.

De l'autre côté, on trouve ceux qui s'opposent à la transformation en acte sans critiquer le monde de mort qui le précédait, proposant des instances déjà récupérées et s'opposant à l'augmentation du contrôle actuel au nom de ce qu'ils avaient accepté auparavant. Une opposition qui suggère à l'État la possibilité de les enrôler eux aussi, puisqu'il suffirait de leur restituer leur petit jardin de sérénité – payé avec la mort et la souffrance d'autres exploités – qu'ils voient affecté par les derniers décrets.

Nous avons vu par le passé à quoi amène le parcours réformiste et pacifiste : le réformiste a eu la loi Biagi, le pacifiste a eu les tabassages de Gênes en 2001.

L'État a décidé de risquer de rompre la paix sociale précédente pour imposer un nouveau contrôle entre autres à travers le passe sanitaire, tout cela au nom de l'unité nationale. Pour être irrécupérable, la lutte révolutionnaire doit aller contre les changements autoritaires en acte, mais en regardant devant, contre la volonté d'en revenir à une société pacifiée qui n'est que la paix des patrons.

Les mal-être, les épreuves, les risques, les horreurs de la guerre ne sont ni plus importants ni plus graves que ceux de la paix, les angoisses des personnes âgées et les détresses des jeunes ne sont pas plus fortes, les menaces de l'avenir ne sont pas plus sinistres : nous n'avons jamais connu ce qu'est la paix !

On voudrait donc que tout redevienne comme avant ? La paix ? Mais qu'était-ce donc que ce « avant » ? La mort et la résignation. Mais la vie, qui est dans la révolte, gisait comme elle gît aujourd'hui sous la croûte sociale de la misère, endormie. Éteinte non, mais endormie. Voilà comment certains s'en-

gagent et veulent lutter pour en finir avec certaines mesures d'urgence telles que le passe-sanitaire, la distanciation sociale ou les restrictions, en aspirant à cette paix. Mais qu'est-ce qui changerait donc ? Il resterait la même misère. Nous pensons que ceux qui collaborent à l'adoption de moyens de lutte sociale pour améliorer les conditions humaines ne font rien d'autre qu'améliorer l'oppression, la rendre propre.

Nous ne voulons pas améliorer les conditions sociales. *Requiescat in pace*. Ce sont les morts qui reposent en paix ; la condition des vivants est bien différente, elle est dans la lutte. Dans la lutte totale qui porte tout le poids de la liberté sur son dos. Supporter ce poids semble impossible, parce que l'absence d'habitude au conflit révolutionnaire a

engourdi les muscles dorsaux. Ces muscles qui, une fois revigorés, peuvent détruire l'indifférence.

La paix c'est l'indifférence.

Des conspirateurs

Numéro 2, année II, 24 janvier 2022

POUR LA RÉVOLUTION

En 1916, au beau milieu du massacre de la Première Guerre mondiale, Luigi Galleani écrivait dans la *Cronaca Sovversiva* « *Contre la guerre, contre la paix, pour la révolution !* ». À l'heure d'aujourd'hui, sous nos latitudes, parler de révolution semble une absurdité. La société qui nous entoure est toujours plus interconnectée, les relations internationales de ceux qui ont le pouvoir sont toujours plus nombreuses, étroites, complexes : les détruire totalement semble impossible. Les patrons sont toujours plus loin de nous, toujours plus riches et puissants, les coups que l'on peut leur infliger ressemblent toujours plus à des piqûres de moustiques ne parvenant pas à faire véritablement mal.

Les bruits des drones et des chasseurs-bombardiers partant vers la guerre augmentent, les armées sont toujours mieux équipées, il faut alors se demander comment faire pour véritablement arrêter les chars, les porte-avions et les sous-marins nucléaires qui partent depuis l'arrière de nos maisons.

Nous voyons couler le sang des exploités : morts de faims, morts en prison, morts au travail, en mer ou en montagne en traversant les frontières, sous les bombes. On a l'impression qu'il est seulement possible de recoller les morceaux, de faire du bénévolat, ou tout au plus d'aider quelques migrants à franchir les frontières ou à s'évader d'un CRA. La guerre de classe se poursuit sous nos yeux depuis toujours, il semblerait désormais que les patrons soient les seuls à la mener, et c'est bien sûr eux qui sont en train de la gagner. La société autour de nous semble toujours plus pacifiée, il semble toujours plus difficile de penser à détruire un monde qui nous tue, pour vraiment

commencer à en vivre un nouveau, sans subir une énième défaite.

À l'avenir, dans un monde nouveau, nous devons quand même gérer les déchets nucléaires ; une insurrection généralisée dans une métropole provoquerait sans doute la mort de milliers de personnes à cause de l'absence d'eau potable et d'électricité, ainsi qu'en raison de l'incapacité à gérer les détritrus. De nos jours, une révolte diffuse et prolongée promet de se transformer en guerre civile.

Tout pousse à nous convaincre que la révolution est impossible, que continuer à en parler n'est qu'une perte de temps : concentrons-nous sur les petites luttes, sur la culture, ou sur la destruction et l'attaque accomplies pour donner de la joie à ceux qui les accomplissent.

Que cela soit clair : nous ne sommes bien sûr pas contre l'attaque menée par les exploités contre les patrons, quelle qu'en soit l'issue. Bien au contraire, nous nous réjouissons chaque fois que nous apprenons que des compagnons et des compagnonnes ont choisi de frapper les riches, les puissants et leurs laquais.

Mais même parmi les compagnons, penser que tout cela puisse avoir quelque chose à voir avec une possible révolution est toujours plus éloigné.

Alors pourquoi choisir de parler encore de révolution sociale ?

Dans les deux derniers éditoriaux nous avons simplement expliqué quelles sont les raisons qui nous amènent à être contre la guerre et contre la paix.

Cependant être contre ne suffit pas.

En mettant la lumière sur la constance entre les rapports entre dominants

et dominés, à travers lesquels nous voyons clairement les actes de guerre des patrons, la pacification des exploités et leur docilité qui en découle, nous pensons qu'il n'y a qu'un seul moyen en mesure de supprimer les abominables questions sociales. Ce moyen se trouve dans la destruction de la société autoritaire.

Ce sont les révolutions qui font l'histoire : celle-ci peut se lire comme de longues périodes de stagnations dans lesquelles les contradictions s'accumulent, jusqu'à l'explosion. Ces explosions sont des moments insurrectionnels, de révolte, qui explosent souvent à cause de l'exaspération, quand la limite du supportable a été atteinte. Mais la révolte en soi concerne le présent, le moment particulier, elle naît souvent sans une perspective et ne contient pas nécessairement la construction de nouvelles possibilités. Voilà pourquoi, à un moment donné, les révoltes perdent leur élan : elles finissent par des arrestations et des morts et, tout au plus, avec la social-démocratie de service qui exploite la force exprimée par ceux qui descendent dans la rue, en proposant comme perspective des revendications compatibles avec la société actuelle, celle-là même qui a généré (et continuera alors à générer) l'horreur insupportable qui a amené les pedzouilles à se révolter. Pour donner un exemple, la longue période de révolte au Chili, en 2019 – au cours de laquelle un nombre considérable de personnes sont descendues dans la rue pendant des mois, malgré les arrestations, les blessures, les viols et les morts – a été utilisé par les récupérateurs de service pour poursuivre la demande d'une nouvelle Constitution, présentant comme une victoire l'élection de femmes mapuches à l'assemblée constituante, et pour

faire élire un nouveau jeune président de gauche.

Après qu'une révolte a été réprimée ou récupérée, on ne retourne pas exactement au même point qu'avant : c'est une spirale dans laquelle la méfiance vis-à-vis de la possibilité d'une révolution augmente, voire carrément dans la possibilité de changer les choses. Une révolte qui finit est un coup en plus porté au mythe de la révolution, déjà branlant à cause des multiples coups qui lui ont été infligés. En Italie, l'héritage des années 70 a beaucoup pesé sur l'idée de la possibilité de changer le monde : une défaite pesante, suivie par des années de récits de la part des désabusés et des dissociés qui propageaient l'hypothèse d'une anarchie culturelle, d'un activisme attentiste, compatible avec l'existant.

Pour éviter tout cela, pour éviter qu'une révolte ne soit récupérée, il est important d'en faire partie et d'apporter notre imagination et notre perspective concernant le futur, pour tenter de rompre avec le passé d'une manière irrécupérable.

La révolte ne suffit pas, l'insurrection non plus. Il y a besoin de quelque chose en plus ; quelque chose qui ne provienne pas uniquement des callosités, des crampes d'estomac, et de la haine sociale ; quelque chose qui a la volonté comme matrice. Cette volonté qui devient idée, qui se matérialise dans la disponibilité à la violence, révolutionnaire, qui s'incarne dans la révolution sociale. Tension impossible ? Non. Un travail long, certainement. Et le temps se raccourcit toujours plus. Et le travail des révolutionnaires anarchistes ne peut pas patienter.

Nous sommes donc impatients. Impatients de vivre. Et par vie nous entendons un monde dans lequel notre liberté commence là où commence celle des autres. Tant que cela n'est pas possible, seule la révolution peut faire retentir les trompettes de la vengeance sociale. Et la lutte révolutionnaire pour détruire cette impossibilité a besoin d'être déployée dans toute sa force ainsi que dans toute sa violence.

Il est très difficile aujourd'hui, pour chacun d'entre nous, d'imaginer un monde différent. Très difficile compte tenu des nombreux obstacles qui obstruent notre imaginaire ; l'idée d'une vie simple a été presque oubliée, une vie possible en harmonie, en marge des vicissitudes économiques. Sans cette image – même floue – la somme des

possibilités révolutionnaires rend le terrain infertile pour la venue de cette volonté prête à donner sa vie pour la destruction de l'État.

Si société signifie organisation, et qu'organisation veut certainement dire programme, alors la révolution autoritaire ne peut qu'être contre tout programme. Une perspective, oui ; un projet, bien sûr. Un projet qui porte en soi la capacité d'une transformation totale de la civilisation. Ce projet ne peut passer qu'à travers le processus intégral de destruction de la société.

Comme le compagnon Carlo Cafiero – et la merveilleuse alchimie – nous l'enseigne, la matière n'est pas extinguable, elle n'est pas « matériellement » destructible. Elle – la matière – peut certainement rompre, mais les particules peuvent cependant être réunies. Voilà. C'est pourquoi le processus révolutionnaire qui a besoin d'être mis en acte est une révolution perpétuelle, une conflictualité permanente, une « révolution pour la révolution ».

La révolution est quelque chose qui naît d'une explosion, mais qui regarde devant, ce n'est pas un objectif, mais un processus qui échoue quand il s'interrompt. Parler de ce que nous voudrions dans le futur, de ce que nous voudrions construire – hypothèses de petites communautés auto-organisées, par exemple – peut toujours être utile, mais la révolution ne peut pas avoir un programme, elle devrait naître et croître dans l'expérimentation de méthodes qui rompent avec le passé et le présent et qui sont, pour cette raison, les méthodes véritablement efficaces.

Qu'est-ce que tout cela signifie vraiment dans la pratique ?

Nous ne sommes pas en train de défendre l'idée qu'il est possible de programmer les actes à accomplir au cours d'une insurrection pour la transformer en révolution : la rupture de la normalité est toujours imprévisible, et penser qu'elle soit gouvernable est un cauchemar dingue tel qu'en font les autoritaires. Il nous semble cependant que, du moins dans ces zones, ayant cessé de croire à la possibilité d'une révolte qui puisse durer plus de quelques jours pour être véritablement un moment insurrectionnel, nous ne sommes cependant plus en train de nous poser ces questions de base qui ont à voir avec la pratique durant ces moments. Peut-être vaut-il la peine de recommencer ou de continuer à étudier les insurrections

et les révolutions passées, de discuter des choix – justes ou erronés – faits par des compagnons qui les ont vécues, mais aussi d'étudier le territoire et de discuter d'hypothétiques organisations futures, non pas dans l'optique d'un programme, mais dans celle de se donner des instruments en plus pour éviter de recréer de l'autoritarisme ou des dynamiques de pouvoir.

Nous avons non seulement perdu l'habitude de nous poser des questions sur comment agir pendant une révolte, nous avons souvent tendance à tomber dans l'habitude y compris en ce qui concerne les choix de nos manières de nous comporter en temps de « paix ». En effet, bien que nous continuions à l'espérer, il est difficile que les moments insurrectionnels puissent être déchaînés par une poignée de révolutionnaires qui se mettent d'accord pour se retrouver à une centaine dans un lieu donné pour commencer une insurrection généralisée : c'est ce que démontrent, par exemple, les nombreuses tentatives échouées pendant le *risorgimento* italien. Toutefois, les révoltes éclatent parce qu'il y a des êtres humains qui les commencent : cela vaut donc toujours la peine de continuer à attaquer, tout seul ou à beaucoup, on ne sait jamais : ça pourrait être la bonne. Par ailleurs, l'attaque contre les assassins de ce monde et de nos vies est à elle seule un petit morceau vers la révolution, qui rappelle – aux exploités et aux exploités – qu'il est possible de se défendre et de frapper. Les éclats de rage sont souvent imprévisibles, nous pouvons chercher à les générer en tant qu'exploités parmi d'autres, même si on ne peut pas les construire assis autour d'une table.

Et entre-temps ?

Quelqu'un disait : « l'occasion ne se présente qu'à celui qui est bien préparé » : en Espagne, en 1936, l'insurrection généralisée a pris un chemin révolutionnaire entre autres parce que les compagnons s'y préparaient depuis longtemps, se donnant les instruments pour agir, faisant de la propagande et de l'agitation, s'organisant dans les villes et dans les usines, attaquant les patrons directement et sans attendre.

Aujourd'hui le manque d'habitude a conduit à ce que le déluge nous trouve impréparé et sans parapluie dans notre sac : à force de penser que le monde est aride, nous ne sommes pas prêts à sortir et à nous baigner sous l'orage.

La diffusion des idées et des pratiques

anarchistes est nécessaire et fondamentale pour pouvoir se donner une perspective avec les autres exploités, pour s'orienter au moment où tout commence à s'accélérer.

Au moment où les tensions sociales se déchaînent, avoir accumulé un bagage d'expériences pratiques et théoriques par rapport à la possibilité d'attaque contre cette société peut être une contribution importante, peut-être la contribution la plus importante, que les opprimés qui se reconnaissent dans l'anarchie peuvent apporter pendant la révolte.

Les réflexions – et leur traduction en pratique – sur les nœuds gordiens des structurations du pouvoir dans une situation donnée, que celles-ci s'incarnent dans des hommes ou dans des choses, les expériences par rapport à quelles sont les pratiques d'attaque les plus efficaces sont des éléments pouvant contribuer au degré de réussite d'une insurrection et qui, cependant, peuvent demander du temps pour être assimilées. De la même manière, le refus de tout compromis frontiste, la propagande défaitiste vis-à-vis des institutions étatiques et de ses laquais nichés aussi chez la gauche et chez les anarchistes, l'intransigeance, qui préfère l'isolement et à la calomnie plutôt que de reculer, contre le pacifisme, contre

le culturalisme, contre le réformisme, tout ceci ne sont pas des convictions pouvant être développées de manière immédiate par les membres d'une société basée depuis des siècles sur l'exploitation de classe.

Pour cela, la pratique, la propagande et l'expérience de l'anarchisme révolutionnaire peuvent trouver un sens : non pas pour se donner des instruments futurs afin de manipuler les masses, mais pour ne pas risquer d'être les *gioppini*¹ du récupérateur de service : avoir réfléchi sur où se trouve l'ennemi (qui parfois, comme dans le film *Les hommes contre*, n'est pas devant mais derrière) aide à ne pas perdre le Nord ; avoir développé une habitude de l'attaque donne les bases pour laisser libre cours encore plus à la fantaisie concernant des méthodes à mettre en œuvre. Tout cela en sachant bien que certains jours valent dix années et que, dans les moments de turbulences, on apprend à toute vitesse, grâce aussi à des enseignants inattendus.

1 *Gioppino* est un personnage de marionnette de la région de Bergamo ayant été inventé quand les envahisseurs français ont interdit les masques de la *Commedia dell'arte*. L'action patriotique contre les Français et les Autrichiens fait partie de ses traits caractéristiques.

Mais si nous voulons maintenir notre boussole, trouver des complices et non pas des suiveurs ou des arrivistes, nous devons commencer à éclaircir tout cela dès maintenant, et à nous présenter de manière claire et avec des propositions – théoriques et pratiques – crédibles et efficaces. Par le passé, les anarchistes ont su apporter des réponses simples et brillantes à des problèmes faussement compliqués, montrant les objectifs proches et lointains. Nous devons continuer à les rappeler, à nous-mêmes et aux autres.

Il est nécessaire que nous tous, anarchistes, continuions (ou recommençons) à réfléchir sérieusement sur les pratiques à mettre en œuvre. Si nous n'avons pas de solutions, nous avons la volonté de les trouver, car s'il n'est pas certain que la révolution puisse se faire demain, il est certain qu'elle ne se fera pas si nous n'essayons pas.

Si la paix c'est l'indifférence, et que l'indifférence c'est la guerre, la différence c'est la révolution sociale.

Des conspirateurs

Numéro 3, année II, 7 février 2022

SABOTONS LA GUERRE EN DÉCLENCHANT L'INTERNATIONALE

Quand nos lecteurs auront ces mots dans leurs mains, la crise en Ukraine pourrait avoir atteint son paroxysme et son issue dramatique pourrait avoir été déjà déclenchée. Ou peut-être pas. Certains passages pourraient avoir été dépassés ou démentis par les faits, ou être encore dans l'attente de leur vérification. Nous ne sommes pas préoccupés par l'éventuel caractère inactuel de ce que nous sommes en train d'écrire, puisque ces mots ne peuvent qu'être inactuels.

Face à la guerre, l'anarchisme a toujours gardé la position qui a été celle de Bakounine, à l'époque du conflit franco-prussien et de la Commune. Il convient donc de partir des évidences.

Notre internationalisme se traduit

par un sentiment absolument simple : les exploitées et les exploités, en Russie comme aux États-Unis, en Ukraine comme en Italie, sont nos sœurs et nos frères, leur sang est notre sang ; les industriels et les patrons de la finance, les généraux et leurs officiers, tous les gouvernements sont nos ennemis pour l'éternité. Étant donné que nous sommes poussés par des sentiments éternels de haine et d'amour, nos passions ne peuvent que fuir l'actualité, ses opportunités, les évaluations de faux culs par rapport aux conditions et à la propagande du jour.

Cependant, pour éviter que ces nobles sentiments aboutissent à des bonnes résolutions abstraites et inoffensives,

bonnes pour apaiser sa conscience et, au fond, pour trouver, par un chemin un peu plus tortueux, mais justement pour ça encore plus hypocrite, un arrangement et sa place dans une position opportuniste, il faut leur en ajouter un autre : la seule pratique compatible avec un discours internationaliste est celle qui se donne comme ennemi principal son propre gouvernement, son État, son bloc impérialiste.

Fuyons donc toute tentation frontiste, rejetons et les positions de ceux qui, au nom du pluralisme et des droits de l'homme, sont tentés de resserrer les rangs derrière les bannières libérales de l'Occident et les positions de ceux qui, au nom d'un anti-américanisme et d'un philo-sovietisme nostalgique, sont

tenés d'être partisans de la Russie.

Le prix de la guerre, comme toujours, est payé par les prolétaires et, depuis des mois, nous sommes déjà en train de le payer à l'avance, avec l'augmentation des prix du carburant et, en cascade, avec la dynamique d'inflation qui est en train de toucher toutes les marchandises. Un processus qui s'entremêle avec la dynamique spéculative qui a démarré avec la reprise économique, après la crise provoquée par la pandémie. Ceci est le prix de la spéculation, il est le prix des représailles de Poutine, il est le prix de l'aventurisme de Binden, il est le prix du servilisme de Draghi. Ces messieurs sont ceux qui nous affament, aucun d'entre eux n'est notre ami.

Pourvu que la crise en cours n'aboutisse pas à un holocauste nucléaire (une hypothèse très improbable, mais non impossible) dans la « meilleure » des hypothèses le prix que nous, dans nos pays « privilégiés », paierons, avec la guerre en Ukraine, sera un appauvrissement inimaginable il y a quelques années encore, dans l'Europe de la cuillère d'argent à laquelle on était habitués : les flambées des prix du carburant et de l'énergie et ensuite de toutes les marchandises, pourraient n'être que peu de chose par rapport à ce qu'il faudra affronter. L'approvisionnement énergétique lui-même, avec les conditions de confort tenues pour acquises pendant un demi-siècle dans cette région de la planète, pourrait ne plus être garanti, d'autant plus dans une situation où l'énergie existante doit être utilisée pour les finalités de l'industrie de guerre.

Peut-être que l'enseignement le plus important, généralement oublié, de la situation de pandémie, a été le crépuscule de l'ainsi-dite « société de consommation ». Lors de ces jours du printemps 2020, avec les supermarchés partiellement fermés, avec l'interdiction de vente d'un certain nombre de produits, il s'est produit quelque chose d'inédit pour qui, comme nous, a toujours vécu dans une société où le consumérisme était presque une religion. Le gouvernement a voulu faire passer un message qui évidemment n'avait rien à voir avec la santé publique, un message d'austérité morale. C'est un moment difficile, les citoyens doivent le comprendre aussi par un sacrifice, telle un carême. D'ailleurs, déjà à l'époque ils nous disaient « nous sommes en guerre », en anticipant les nouveaux sacrifices à venir.

Un an après, le président de Confin-

dustria [le Medef italien] a proposé une analyse très intéressante. Dans une allocution devant l'assemblée générale de cette organisation patronale, le 23 septembre dernier, de façon plus lucide que bon nombre d'entrepreneurs qui appellent à un dystopique « retour au monde d'avant », Carlo Bonomi a précisé que « malheureusement, il faudra beaucoup de temps avant que la demande intérieure puisse redevenir un moteur de croissance puissant ». Le grand capital sait très bien que, dans cette époque, la croissance ne doit pas se fonder sur les consommations intérieures. Plus récemment, le 12 février, le directeur de la Banque d'Italie, Ignazio Visco, a déclaré qu'il faut absolument éviter une spirale prix-salaires : « on ne gagne pas l'inflation en augmentant les salaires » ; si les prix augmentent, les exploités doivent s'appauvrir, sinon où serait-il l'arnaque ? Ces messieurs savent que, guerre ou pas, la prolétarisation est la caractéristique des phénomènes sociaux des prochaines années.

Pour revenir à la guerre, ce qui du coup semble plus probable, une fois qu'on a mis de côté les hypothèses les plus dramatiques, c'est-à-dire une véritable escalade nucléaire entre les grandes puissances (chose que, il fait le rappeler, n'est pas à exclure), c'est que le prix que les exploités de cette partie de la planète auront à payer sera un tournant autoritaire et des mesures d'austérité ultérieures. Tout cela a lieu pendant que la possibilité empoisonnée de l'électronucléaire guette son occasion, comme une vipère, pour devenir la panacée de tous les problèmes de l'industrie italienne. Le nucléaire est une sirène qu'il ne faut pas sous-estimer, surtout si les choses vont vraiment mal avec la Russie, qui ferme définitivement les robinets du méthane (ou si les États-Unis obligent l'Europe à y renoncer), cela avec les nécessités militaires, industrielles et même avec l'inconfort de la population, qui est désormais dans l'obsession du rêve réactionnaire d'un « retour à la vie d'avant » (imaginons à quel point cette pression pourrait devenir importante si les gens se trouvent sans lumière ni gaz), voilà donc que l'hypothèse nucléariste deviendrait même irrésistible.

En revanche, un élément qui va à contre-courant par rapport à ces dernières années et que les événements en Ukraine nous rappellent, est le retour de la « politique » par rapport à la domination incontestée de la technique.

Pour une fois, la guerre en Ukraine ne semble pas être une guerre avec des motivations économiques, mais une guerre pour la domination politique et militaire. Même la question du méthane n'est pas le phénomène central, mais une conséquence, des représailles dans le jeu politico-militaire. Provoquée par une constante, agressive, expansion de l'OTAN vers l'est, la réaction de la Russie vise non pas la conquête de gisements et de ressources, mais elle est motivée par la raison, militaire, de ne pas avoir à endurer des bases militaires américaines à ses frontières, cela en plus d'une fierté et d'une nostalgie très idéologiques pour les anciens temps impériaux. Les ressources énergétiques sont tout au plus un gourdin avec lequel se menacer réciproquement.

Laissons donc aux anarchistes russes, ukrainiens et biélorusses la chronique et les analyses de ce qui se passe de leur côté du front, de leurs batailles contre l'autoritarisme de leurs gouvernements respectifs, contre lesquels ils se battent, en le payant avec des arrestations, des tortures, des morts ; avec cet esprit internationaliste selon lequel, à mon avis, l'ennemi principal est toujours mon gouvernement et ses alliés, on voudrait s'attarder rapidement sur ce qui se passe de « notre » côté du front de la guerre.

La victoire électorale de Binden a constitué une évidente accélération des dangers militaristes. Le pari géopolitique de Trump se basait, si non pas sur une alliance, du moins sur la possibilité de garder des bons rapports avec Poutine, dans une perspective anti-chinoise. À ce sujet, le redoutable Trump a fini par être le premier président des États-Unis qui, après des décennies, n'a pas commencé des nouvelles guerres. La gaffe politique que, à cet égard, l'extrême gauche nord-américaine presque tout entière a faite est incroyable. Le fait qu'une militante communiste, féministe et noire d'une certaine renommée, comme Angela Davis, donne son endossement à Binden et Harris ne nous montre pas seulement la trahison individuelle d'une bureaucrate du mouvement, mais bien le glissement collectif de tout un courant politique (ce qui est démontré par exemple par le fait que Davis ne soit pas chassée à coups de pied dans le cul des milieux militants). Ce n'est pas seulement une trahison du refus anarchiste des élections (on s'attend bien ça, et pire encore, de la part des politicards

communistes), mais c'est l'analyse de la situation qui est erronée, parce que, pour la paix dans le monde, Binden et Harris étaient de toute évidence le contraire du « moindre mal ».

Un des erreurs dont Binden est accusé, même par la gauche « officielle » (on a pu lire récemment des textes en ce sens dans le manifeste et sur Fanpage) est qu'il « offre en cadeau » la Russie à la Chine. En accablant de manière agressive le régime de Poutine, les nord-américains sont en train de le pousser à s'allier à celui de Xi. L'alliance de la deuxième puissance militaire du monde avec le pays qui en est la première puissance technologique et la deuxième (pour pas longtemps encore) puissance économique peut vraiment devenir l'effet détonant pour une catastrophe militaire mondiale. Face à l'éventualité que les armes russes commencent à utiliser de la technologie chinoise, des bourreaux du Pentagone pourraient vraiment avoir l'idée qu'une attaque nucléaire préventive peut être une hypothèse meilleure que la possibilité de nombreuses années d'intégration militaire de leurs adversaires les plus redoutables.

Pour en venir à l'Italie, depuis toujours à l'avant-garde dans l'expérimentation de nouveaux régimes politiques, il semble que le gouvernement d'Unité nationale tienne le coup et qu'il se confirme, dans une durée moyenne, comme le symbole des intrigues politiques du pays, peut-être un exemple à suivre dans d'autres pays euro-

peens, dans le cas d'une aggravation de la situation. L'Unité nationale est un concept qu'il faut comprendre correctement. Cette forme de gouvernement peut ressembler au traditionnel gouvernement technique, qui a l'appui de l'ensemble des forces politiques, mais elle en est différente. L'Unité nationale est un gouvernement éminemment politique, un gouvernement de front politique et social : dans ce sens le syndicat aussi adhère à l'Unité nationale, là où il œuvre pour la collaboration et la pacification interne les plus complètes ; dans ce même sens les techniciens aussi y adhèrent, puisque la Technique est aujourd'hui une puissance sociopolitique. En un mot, le gouvernement d'Union nationale est un gouvernement de guerre.

En tant qu'internationalistes qui ont été condamnés, ou qui ont eu le privilège – cela dépend des points de vue –, à vivre dans cette région du monde, la tâche qui nous incombe est celle du sabotage, du déraillement, du démantèlement, par tout moyen, de l'Unité nationale et du climat mortifère de paix sociale qu'elle génère. Voilà le rendez-vous de ces prochains mois, que nous ne pouvons absolument pas rater. L'Unité nationale nous prépare, en d'autres mots, à la paix interne entre les classes et à la guerre externe entre les nations. Au contraire, notre internationalisme a toujours crié : pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes. Nous répétons avec Galleani que nous sommes contre la

guerre et contre la paix, mais pour la révolution sociale.

Pendant, l'internationalisme n'est rien d'autre, encore, qu'un sentiment. Même si corrigé par le principe que mon gouvernement est mon principal ennemi, comme tout sentiment l'internationalisme contient lui aussi une partie inexprimable. Le pas courageux que nous devrions faire est de passer de l'internationalisme à l'« Internationale ». C'est-à-dire penser et diffuser concrètement une conspiration historique, informelle mais réelle, des révolutionnaires du monde entier. Une « organisation », même si ce terme nous fait peur et attire sur nous les yeux de la répression. Mais quelles sont les alternatives ? La faim, la guerre, la mort. L'organisation de la vie humaine en société qui se fonde sur la hiérarchie et sur le profit a désormais démontré qu'elle ne peut pas gouverner la complexité qu'elle a générée et elle est en train de tous nous entraîner vers la catastrophe – sanitaire, écologique et militaire. Seule une révolution mondiale peut nous sauver. Mettons-nous au travail.

Numéro 4, année II, 21 février 2022

QUAND TONNE LE DÉLUGE

Contre le militarisme et contre la guerre [...] le devoir s'impose aujourd'hui de saisir par les poignées les criminels d'État et de les arrêter dans leur course à l'extermination [...]. Nous ne déclinons pas cette grave responsabilité. Au contraire, nous l'assumons entièrement au risque d'aller à contre-courant. Car si aujourd'hui, hésitants et dubitatifs, nous n'assumons pas cette responsabilité, nous aurons à en assumer une autre bien plus grave : celle de n'avoir pas lancé l'alarme quand il était encore temps, de ne pas avoir prévenu les peuples ignares quand cela était encore possible.

Manifeste des anarchistes italiens contre la guerre et le militarisme, 1947

Il a tellement tonné qu'il a fini par pleuvoir
Cronaca Sovversiva, 29 mai 1915

De 1945 à aujourd'hui, l'État n'a fait que renforcer ses convois en dépensant à tout va et en étendant ses exploits militaires : d'un côté, la défense face à un ennemi extérieur, grâce à l'augmentation de la fabrication d'armes, de l'autre, l'attaque contre l'ennemi intérieur, avec la répression brutale des mouvements révolutionnaires. C'est ainsi qu'a grondé sans interruption l'unique promesse que les États peuvent maintenir : la guerre. Mais ces grondements n'ont peut-être

jamais été suffisamment écoutés, ou bien les oreilles des foules ont été tellement remplies de merde, de pacification, de « bien-être » et de démocratie, qu'il était impossible de les écouter, et finalement on prévoit aujourd'hui un grand déluge.

Après la Deuxième guerre mondiale, nous avons grandi avec la rhétorique disant qu'il n'y aurait plus de conflit en Europe et que l'OTAN maintiendrait la paix pour toujours. Ce récit a toujours été faux, même en se limitant à observer à l'intérieur des frontières européennes : le coup d'État en Grèce et la longue guerre en Yougoslavie sont parmi les exemples les plus éclatants. Dans le cas particulier de l'Ukraine,

cela fait huit ans que l'on se tire dessus dans le Donbass. Entre-temps, en affirmant vouloir maintenir la paix par des manœuvres dignes d'un César qui sait parfaitement comment la préparer, les États ont continué à s'armer. Nous aurions dû réitérer l'exploit de Brutus plus souvent. Il y a trente-trois ans, nous avons fêté la fin de la guerre froide, mais cela n'a pas signifié l'abandon de la course aux armes nucléaires qui, bien que moins nombreuses aujourd'hui, peuvent cependant tuer plus précisément les pauvres gens. Sans abandonner la menace de la guerre nucléaire, des armes toujours plus sophistiquées ont été construites (drones, chars sans pilote, missiles supersoniques). La tendance vers l'intelligence artificielle démontre le choix de la stupidité humaine de supprimer la possibilité de désert.

Aujourd'hui nous voyons à nouveau la pluie tomber, alors que, inécoutés, les grondements promettaient depuis longtemps une guerre en Ukraine.

Nous ne savons pas s'il s'agira de la énième tempête ou du déluge mondial, mais le fait est que des nuages qui s'accumulent provoquent tôt ou tard une forte tempête. L'augmentation des phénomènes climatiques extrêmes au fur et à mesure des années nous enseigne à ne pas porter trop de confiance aux prévisions météorologiques.

D'ailleurs, même si à ce jour les morts se limitaient à l'Ukraine, nous ne pouvons pas continuer à nous tourner de l'autre côté, poussant un soupir de soulagement car nous n'avons pas été impliqués, avec les bombes sur nos têtes ou un ordre de mobilisation : ne pas reconnaître les frontières signifie se sentir impliqués à chaque fois qu'un être humain meurt partout dans le monde. Et nous sommes d'autant plus impliqués quand la balle qui le frappe est produite à côté de chez nous, alors que les moyens « non létaux » partent des bases à deux pas de nos maisons.

De plus, de toute évidence on ne peut que constater que, pour s'accaparer des ressources ou pour gagner des sphères d'influence de sorte à augmenter ses bénéfices avec davantage de sérénité, on continue à combattre, et cela ne fera qu'empirer étant donné le manque d'espaces vivables et de matières premières sur la planète (y compris la nourriture et l'eau).

Une des motivations économiques poussant les patrons de cette terre à se faire la guerre semble être de plus

en plus leur soif énergétique. La gorge des patrons est séchée par la soif car le besoin énergétique augmente chaque jour, et ce n'est pas l'énergie pour améliorer nos vies. C'est celle pour alimenter les machines qui nous remplacent au travail, pour construire des drones qui nous contrôlent, pour fournir du carburant aux avions qui nous bombardent. C'est l'énergie pour augmenter les profits des patrons. On envoie les êtres humains à la mort pour s'assurer les ressources qui serviront à les tuer, à les réprimer, à les rendre toujours plus dépendants.

Il semblerait que ce ne soient pas les motivations économiques ni énergétiques qui aient poussé la Russie à l'invasion, mais plutôt celles liées aux équilibres entre puissances. Cependant, l'aspect économique s'est imposé quasi immédiatement. Les États-Unis, l'Europe, et même la Suisse, ont immédiatement adopté des sanctions contre la Russie. Mais qui va être touché par ces sanctions ? C'est une banalité qui vaut cependant toujours la peine d'être rappelée. Effectivement, entre les oligarques russes et les paysans, les ouvriers et les pedzouilles de la ville, qui est-ce qui va se retrouver sans un sou en poche en premier ?

Nombreux sont ceux qui en Europe affirment vouloir réduire Poutine à la faim, mais ils savent bien que ce n'est pas le judoka du KGB qui va se retrouver en galère pour boucler le mois.

Nous faisons l'expérience de tout cela sur notre propre peau.

Avec l'excuse de la guerre, nous voyons augmenter les prix de la vie dans tous les domaines. Mais nous ne devons pas nous plaindre. Les augmentations des factures ont enfin un coupable : « le méchant oligarque russe voulant une guerre qui provoque des augmentations du prix du gaz ». Mais n'oublions pas que les prix étaient déjà en train d'augmenter avant : une des causes a été la *carbon tax*, imposée par les entreprises sur la vague de la propagande verte, et reversée sur les factures. Aujourd'hui pourtant, après des années de martelage sur la nécessité de la reconversion de la production d'énergie, face aux possibles conséquences de la guerre, on parle de rouvrir les centrales à charbon pour nous garantir une éventuelle autarcie si le conflit devait dégénérer.

Avec ces nouvelles, on cherche à pousser les pauvres gens à voir le russe comme un ennemi. Mais n'oublions

pas que, quelle que soit leur nationalité, nos ennemis sont les patrons, et jamais une guerre ne rendra les exploités plus riches : quand une puissance quelconque se sera assurée le contrôle du gaz, aucun pedzouille d'aucun pays n'aura gagné quoi que ce soit, mais les riches seront devenus encore plus riches.

La rhétorique de guerre, menée par le gouvernement d'unité nationale, nous a dit le contraire, nous présentant comme des acteurs bons et neutres devant prendre place sous le drapeau de la démocratie à l'avancée pour la paix et la prospérité de tous les peuples, y compris le nôtre. On nous demande, soutenant que cela convient à notre portefeuille, de nous serrer *en cohorte* avec nos assassins pour mener une guerre qui est la paix, la paix fatale.

Avec la rhétorique de l'« *italien bonne personne* », on voudrait nous faire croire que nous n'avons rien à voir avec les victimes des guerres proches ou lointaines, tandis que nous sommes entourés de producteurs et d'exportateurs de mort : en Italie, il y a au moins 40 têtes nucléaires dans les différentes bases américaines sur le territoire ; des drones et des avions sont partis pour l'Ukraine depuis la base de Sigonella, et les usines d'armes ainsi que les entreprises productrices de mort sont nombreuses : par-dessus tout l'entreprise Leonardo-Finmeccanica, mais aussi Oto Melara à La Spezia, Fiocchi à Lecco, Teknel ou Intermarine, et un grand nombre d'autres entreprises impliqués – de manière plus ou moins évidente – dans la filière de la guerre.

La guerre ne sert pas à autre chose qu'à enrichir les patrons et à nous appauvrir et nous tuer, nous autres esclaves. Pour l'arrêter, nous devons commencer chez nous.

À quoi pouvions-nous nous attendre d'autre ? Inutile ici de nous dire ce que nous aurions pu faire pour empêcher ces événements (n'en déplaise aux partisans du désistement : nous aurions sûrement dû intensifier la propagande, intensifier les attaques, en nous organisant informellement), ce qui importe c'est ce que nous *pouvons* faire maintenant.

Bien que nous nous trouvons face à une situation qui, socialement, est extrêmement confuse et sourde vis-à-vis de la lutte, nous croyons qu'il est

d'une nécessité fatale d'accroître l'agitation anarchiste défaitiste. Par-dessus tout parce que nous ne savons pas, en réalité, ce qui nous attend. Avec l'arrivée d'un conflit en Europe, comment réagiront les populations des pays potentiellement impliqués ? Nous avons vu dans le passé proche comment la population kazakhe s'est mise en jeu dans les rues, comment il y a tout juste deux ans en Biélorussie l'insurrection contre la dictature s'est déchaînée dans le pays, nous avons vu les moments de révolte en Belgique, en France et en Espagne ; et maintenant en Russie aussi des foyers de révolte défaitiste pourraient s'allumer. En somme, croire qu'il n'y aura pas de conflits internes contre son propre gouvernement pourrait favoriser un pessimisme contre-révolutionnaire.

Dans ce sens, l'attention et l'activité

auxquelles se dédier ne sont absolument pas éloignées de celles des périodes de « paix ». Comme on disait plus haut : intensifier la propagande et les attaques. Opposer au chantage du travail des mêmes patrons et donc de la même organisation de guerre la grève générale, quotidienne, à outrance, serait une action possible et efficace. Par conséquent, retourner le couteau qu'ils nous pointent chaque jour, faisant chanter économiquement l'État. Bloquer le transport d'hommes et d'armements. Saboter la production. Il s'agit ici de rembourser l'exploiteur avec la même pièce. Amener la désertion à l'usine, à l'entrepôt, à l'école, dans tous les lieux de travail et, ce faisant, frapper ce qui permet l'existence du piédestal qui maintient l'État en place, l'exigence de faire du profit.

La responsabilité, déjà très grave, est

avant tout dans les mains de ces révolutionnaires anarchistes qui veulent répandre le meilleur délit parmi les exploités : la rage contre l'État.

Seule cette rage pourra arrêter toutes les guerres, pour toujours.

La réponse, nous la trouvons dans la guerre sociale pour la révolution anarchiste.

Des conspirateurs

Numéro 5, Année II, 7 mars 2022

COMMENÇONS IMMÉDIATEMENT GUERRE SOCIALE !

Empêcher la guerre. Et comment ? La minorité anarchiste ne réussira pas un exploit si ardu. Cependant, s'en tenir à la résignation face à un ennemi si grand ne nous correspond pas. Pour nous, anarchistes, arrêter la guerre signifie arrêter le capitalisme. Cela signifie la destruction de l'État. Cela signifie que l'unique moyen pour empêcher cette guerre, ainsi que d'autres, aujourd'hui ou demain, c'est de passer par la révolution sociale.

L'Europe risque une fois de plus de s'incendier. Les tranquillités et les garanties des « peuples » occidentaux vacillent toujours plus. Que cela soit clair, ce sont précisément ces garanties démocratiques qui accouchent de la guerre aujourd'hui comme hier et demain.

La question de savoir « quoi faire » continue à nous obséder. Sa réponse est dans l'agir, bien évidemment. Mais dans quelle direction ? Si la direction peut être celle d'une révolution violente, internationale, ayant la capacité de couper la tête au Roi-sponsable du massacre, comment la commencer ? Comment, en tant qu'anarchiste, donner un caractère concret au rêve (pour certains un cauchemar) si difficile à

concevoir de nos jours ? Quels sont les bords de ces mastodontes, que sont l'État et le capitalisme, sur lesquels il est plus facile de faire levier pour le renverser ? Peut-être devrions-nous nous poser cette question plus souvent et plus sérieusement.

Nous disions que ce ne sera pas nous, anarchistes subversifs, qui empêcherons une calamité catastrophique comme la guerre et le ravage environnemental. Nous devons l'avoir clairement à l'esprit. Cela ne signifie pas que nous n'avons pas, si nous en avons la volonté, la capacité de faire obstacle aux patrons et aux États.

Selon moi, la question est dans l'agir à l'intérieur de l'éthique anarchiste : cela signifie aucun compromis et aucun mélange avec les gauches et les pacifistes, aucune table de négociation, mais cependant aucun sectarisme. En effet, CONSPIRATION ne signifie pas cesser d'intervenir dans le social, au contraire.

Nous voyons comment dans de nombreuses villes d'Italie (pas toutes malheureusement) la fragmentation entre les anarchistes a fait en sorte qu'une incroyable quantité d'expériences et de projets aient été aspirés dans un vide sidéral permettant que se répande un

pessimisme qui se transforme en inaction.

Il semble que la thèse pantouflarde prenne une nouvelle fois le dessus. Nous devons démystifier cette idée selon laquelle nos actions émancipatrices ne servent à rien. Et ces démystifications ont lieu chaque fois que nous lisons une revendication d'une action anarchiste et chaque fois que nous nous rencontrons pour nous organiser.

Ne nous laissons pas gagner par le désespoir, jamais, pas même dans les moments où les perspectives semblent très tristes. Nous sommes nous-mêmes cette perspective jeune d'idées déterminées. Tout nous pousse à penser qu'il faut recommencer à zéro, c'est absolument vrai. Faisons-le au mieux suivant les possibilités que nous voulons mettre en œuvre.

Dans les derniers numéros du journal anarchiste *Bezmotivny*, nous avons donné de l'écho aux nombreuses positions des anarchistes dans différents territoires du monde. Ces positions trouvent entre elles une grande syntonie dans les intentions (pour arrêter toutes les guerres et tous les États).

Le travail qui devient nécessaire est donc d'amplifier, par notre activité, l'ac-

tivité développée par les anarchistes dans des territoires comme la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine, etc. Pour traverser ces frontières, nous n'avons pas besoin d'une coordination formelle mais d'une organisation informelle, d'une perspective qui, en ce qui nous concerne, est déjà partagée si l'on se fie aux communiqués et aux affiches écrites à l'étranger. Nous devons donner de l'intensité à ces intentions anarchistes, défaitistes, qui visent la révolution sociale. Cela n'empêchera évidemment pas que le pire ait lieu, mais nous donnera d'une certaine manière une

carte grâce à laquelle s'orienter pour affronter les débâcles que les conditions du capitalisme ont déjà mises en branle, bien que pour le moment dans ce territoire (l'Italie) ils se produisent sous une forme légère. Commencer immédiatement. En partant bien sûr de l'agir, mais aussi de la confrontation entre anarchistes, du développement d'un projet révolutionnaire visant non seulement le sabotage de la guerre, mais aussi de la société entière responsable de son accomplissement. Cartographier les points faibles de notre adversaire le plus proche (les États que

nous habitons), cartographier les lignes de communications et d'approvisionnements, le faire de manière publique pour les rendre disponibles et utilisables, mais aussi de manière conspiratrice. Partager des techniques et des solutions révolutionnaires, les mettre en acte. Commençons immédiatement dans ce sens.

Cima Tempestosa

Numéro 6, année II, 21 mars 2022

ÉPOQUES INTÉRESSANTES

Il vaut parfois mieux allumer un lance-flamme que maudire l'obscurité.

T.Pratchett

Quelqu'un disait que la pire des malédictions c'est de souhaiter vivre dans des époques intéressantes. C'est probablement vrai, parce que ce genre d'époques exigent de maintenir la boussole, de concevoir ses objectifs clairement : ce sont des époques dans lesquelles les erreurs comptent probablement plus, et où il est difficile de revenir en arrière.

Aujourd'hui, avec une guerre aux portes, la clarté de l'horizon vers lequel aller est fondamental, voilà pourquoi nous devrions chérir les expériences et les réflexions que nous avons développées au fil des ans, nous ainsi que les compagnons et compagnonnes (plus ou moins) inconnus, proches ou lointains dans le temps comme dans l'espace. L'absence de tout cela, au contraire, est en train d'émerger de certains textes et de certains choix, en Ukraine et pas que.

Il est évidemment très difficile de parler de ce qui advient en Ukraine : nous pouvons tous comprendre la difficulté de maintenir des réflexions claires sous les bombes. Mais nous ne pouvons cependant pas renoncer à l'analyse et à l'évaluation de ce qui arrive, avec l'attention qui convient. Sur certains sites anarchistes en langue russe, a été publiée la demande de matériels pour la guerre de la part de groupes de combat anarchistes d'Ukraine pour la

construction de brigades internationales, demande qui fait référence à un site gouvernemental ukrainien. Voilà ce qu'on y lit : « *Les Ukrainiens ont le courage de lutter pour leur patrie, lutter pour l'Europe et pour protéger les valeurs civiles. [...] Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a invité tous les citoyens des pays étrangers qui sont amis de l'Ukraine. Tous ceux qui veulent s'unir à nous et aux Ukrainiens contre les barbares du XXI^e siècle. Selon le règlement sur le service militaire dans les forces armées concernant les étrangers et les apatrides, approuvé par le décret présidentiel n° 248 du 10 juin 2016, les étrangers ont le droit de se constituer volontaires pour le service militaire dans les forces armées, y compris dans les forces de défense territoriales des forces armées. Par conséquent, tous les étrangers qui désirent s'unir aux rangs des Forces de défense territoriales sont invités par le leadership de l'Ukraine à venir dans notre pays et à s'unir aux rangs des Forces de défense territoriale.* [...] ».¹

1 En conséquence de quoi le même État italien a fait remarquer que le choix de se présenter comme combattants en Ukraine sera un motif pour se porter candidat dès son retour à la Surveillance Spéciale, comme cela est arrivé pour ceux qui ont décidé de partir au Rojava. Soutenir la lutte d'un État est cependant un travail qui doit être fait avec les tracas habituels, et les armes ne doivent être empoignées que si ton général te le dit, et certainement pas celui d'un État inconnu même s'il est gouverné par le vainqueur de *Danse avec les stars*.

Nous laissons au lecteur le soin, relativement simple, de s'en faire un avis.

Toutefois, en se basant sur l'appel à la Résistance italienne (mis en avant par les médias pour soutenir la propagande de guerre, pas seulement dans notre pays) il devient plus compliqué de disqualifier l'ensemble comme une idiotie, y compris d'un point de vue anarchiste : si une puissance dictatoriale envahit ton territoire, cela reviendrait à dire que cela a du sens de s'armer pour la combattre en faisant des alliances « contre nature », dans l'optique de continuer vers la révolution sociale une fois que l'envahisseur aura été vaincu.

Ce récit est faux et faussé, même s'il soulève des questions qui valent la peine d'être prises en considération.

Il est faux parce que le choix de se rebeller, finalement, contre un régime mal vu, avec les armes et le soutien d'une puissance capitaliste, dans l'optique d'abattre la dictature puis la démocratie, n'est pas comparable avec le choix de se rebeller contre un envahisseur et un futur dictateur au nom de la paix sociale et de la liberté dont on jouissait auparavant. Il est faux parce qu'il n'est pas basé sur des exemples de groupes qui choisissent de prendre les armes pour éloigner une puissance militaire occupante avec l'idée de poursuivre plus tard, jetant ainsi dès aujourd'hui les graines de ce parcours (si nous ne savons pas s'il existe ou pas de tels groupes, en revanche il est certain que ce genre de positions n'ont pas été exprimées sur les sites dont

nous avons connaissance)².

Il est faussé parce que le discours qui nous parvient est plein d'héroïsmes et de héros, qu'il s'agisse de héros l'arme au poing, de héros qui font vivre l'entraide (quelqu'un se souvient de l'infirmière de mars 2020 ?), de héros qui s'échappent poussés par l'amour de leur famille ou de la vie. Il est faussé parce que la guerre c'est la peur, c'est la mort, c'est l'horreur. La guerre n'est pas élégante, elle n'est ni belle ni romantique, et elle ne le serait pas plus s'il s'agissait de la guerre sociale.

Pour en revenir aux questions, il est évident que, dans la sérénité d'une pièce chauffée, sans la crainte permanente qu'une bombe nous tombe dessus, il faut se demander : Et si cela m'arrivait ? Comment nous comporterions-nous, nous, dans l'Italie démocratique, si nous étions envahis et bombardé par un État avec des politiques de gestion du dissensus plus dures que celles auxquelles nous sommes habitués ? Que ferions-nous en sachant que la propagande (rien que par les mots) en faveur de la FAI-FRI coûte des années de prison et coûterait demain des années d'électrochocs et de tortures diverses et variées ? Sommes-nous véritablement certains que pire c'est mieux c'est ?

Plus j'y pense, et plus j'espère que nous serions en mesure d'avoir la possibilité et la volonté de prendre les armes pour construire et défendre des zones « libérées », comme ce fut le cas dans l'Espagne de 36. Pour combattre l'envahisseur quel que soit sa couleur et son drapeau, au nom de la révolution. Profiter de la situation pour construire, et non pas pour protéger des coups de la « situation de crise » les quelques droits conquis en démocratie.³ Si l'on étudie la Ré-

volution de 36 en Espagne, cela saute aux yeux qu'au cours de ces quelques mois la partie la plus simple et la plus pure – avec toutes les difficultés que cela comporte – a été réalisée dans la nouvelle organisation de la campagne, une expérimentation révolutionnaire qu'il valait la peine de défendre y compris avec les fusils contre les franquistes et contre la république. Mais, toujours pour se référer au passé, il devient manifeste que, si les possibilités et la volonté se multiplient de manière incompréhensible et indéchiffrable dans un moment de soulèvement et de liberté, les révolutions ne naissent pas de rien. Il faut des années de propagande, avec des mots et des faits, il faut être présents et reconnaissables, non pas fermés sur soi-même tout en restant clairs. Comme le rappelait un compagnon d'une très grande valeur : l'occasion ne se présente qu'à ceux qui sont bien préparés. Tout cela ne doit cependant pas signifier que, si nous sentons que cela a manqué autour de nous, alors nous sommes excusés et nous pouvons laisser tomber. Au contraire, nous devons donner mille pour cent de nos énergies pour redevenir ce que nous étions, non seulement pour nous, mais aussi à l'extérieur.

Pour en revenir au discours initial, concernant les boussoles et les objectifs, on note aussi une absence de lucidité y compris entre compagnons et

peu importe la nation du Ministre dont il dépend.

Réussir à affirmer cela pourrait être un moyen simple et complexe à la fois, pour éclaircir à qui est la maison (à ceux qui l'habitent) et à qui est la terre (à ceux qui la travaillent). C'est important de le rappeler, pour ne pas tomber dans l'exaltation des protestations « indépendantistes ». Dans ce sens, j'ai été frappé par l'avis d'un compagnon selon lequel, récemment, les manifestations en Corse suite à l'agression mortelle d'Yvan Colonna avaient bien identifié l'opresseur, puisque ceux qui étaient descendus dans la rue avaient brûlé des casernes et des postes de police ; cette affirmation exige d'éclaircir l'horizon, car dans ce cas précis les objectifs peuvent sembler compatibles : si les postes de police sont tous « français », une manifestation indépendantiste les brûlera de fond en comble. Mais en fera-t-elle de même avec les flics corses ? Que l'État joue sur les élans indépendantistes pour envoyer les pedzouilles combattre dans des guerres qui ne sont pas les leurs, cela s'est déjà vu lors de la Première Guerre mondiale.

compagnoines européens (sans parler des autres zones dont nous manquons d'informations). A Londres, le 14 mars, des squatters (anarchistes ?) ont occupé la villa d'un oligarque russe, accrochant des drapeaux ukrainiens et attachant des pancartes avec écrit « cette propriété a été libérée ». Dans le communiqué de l'occupation, il est fait référence à la complicité apportée par l'élite anglaise aux politiques de Poutine (comme son soutien à Assad, la milice néonazie Wagner, les camps de concentration pour personnes LGBT+...) mais rien n'est dit sur le soutien apporté aux politiques de l'OTAN. Si, d'un côté, le choix d'occuper la villa d'un riche est toujours partageable, décider d'exposer les couleurs d'un État démontre l'absence d'une profonde réflexion anarchiste sur le fait que les guerres sont toujours celles des patrons contre les opprimés, quelle que soit la couleur de leur drapeau. À Paris, le 7 mars, un molotov a été lancé contre un centre culturel russe : une action de ce type reste ambiguë, et risque d'appuyer le récit médiatique anti-russe et le choix interventionniste dans une guerre qui, une fois encore, ne peut pas être la nôtre.

En Finlande, le 10 mars, une agence Yango a été frappée, liée à l'État russe. La revendication affirmait : « *cela ne nous intéresse pas de savoir si les agences liées à l'État russe sont pour ou contre l'invasion. Le capital de ces agences maintient tous les jours la machine de guerre russe. Nous encourageons les attaques contre les intérêts commerciaux du régime russe en Finlande – pétrole, gaz, nucléaire, divertissement et autre, jusqu'à ce que tout intérêt économique du régime russe ait abandonné la Finlande, ou que l'armée russe ait retiré ses troupes d'Ukraine* ». Dans les faits, une position compatible avec les sanctions économiques imposées à la Russie par les pays occidentaux, sanctions qui – on l'a déjà rappelé – frapperont les pauvres en Russie bien plus que les riches. Une fois encore, si l'on ne fait pas attention on finit par soutenir le travail de l'OTAN, une bande d'assassins autant que l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective, l'équivalent russe de l'OTAN).

Des compagnons à Berlin racontaient une situation dans laquelle de nombreux espaces ont choisi de prendre le parti du « peuple » ukrainien, dé-

2 Le récit selon lequel l'Ukraine est un pays nazi (né sur la base d'une juste prise en compte des croix gammées et des croix celtiques du bataillon Azov, pour donner un exemple) et qu'il est donc nécessaire de prendre partie contre les nazi est, lui aussi, évidemment faux. Cela n'empêche pas de souligner, par ailleurs, que l'auto-définition n'est valide que jusqu'à un certain point : le destin des anarchistes d'action (ou encore d'une parole claire) est bien misérable dans la Russie dénazifiée, tout comme en Ukraine. Pour citer Forest Gump, est nazi celui qui fait le nazi.

3 Quand je parle d'envahisseur quel que soit sa couleur et son drapeau, je veux dire que tout État est un État militaire envahisseur, chaque flic qui se balade dans les rues est un étranger et un ennemi,

pendant en substance la narration qui voit que le bon État démocratique bleu et jaune être attaqué par des Russes fous amants de la dictature. En effet, l'affirmation « nous sommes avec le peuple et pas avec l'État » signifie en réalité un soutien à l'État : le « peuple », sans distinction des différences de classe, est aussi formé de fonctionnaires, de policiers, de juges, de prêtres, de riches, en plus des exploités, et il contient donc en soit la nécessité de l'État. Uniformiser la population dans un lieu donné sous l'entité de « peuple » revient à émousser les armes nécessaires pour répondre aux demandes de sacrifice faites par les patrons aux esclaves pour dépasser tous ensemble un moment de difficulté (par exemple, la demande de travailler plus et avec moins de sous pour produire des armes afin de défendre le pays, ou bien celle de partir pour le front), demandes qui – comme on le voit depuis quelques années – ne sont rien d'autre que la répétition à une autre sauce du vieux mensonge, *Dulce et decorum est*.

Malgré tout cela, dire que des positions et des réflexions claires manquent à l'intérieur de la galaxie anarchiste est faux : de nombreux compagnons, par les mots et par les actes (dont certains ont été publiés sur *Bezmotivny* au cours des dernières semaines), ont choisi d'attaquer les véritables responsables des massacres, montrant avec précision où sont les véritables fautifs.

L'intérêt qu'il y a à discuter et à porter des positions internationalistes fortes et claires, contre tous les patrons, en se concentrant sur ceux de chez soi et en misant chacun sur l'échec de son État, est particulièrement important aujourd'hui, alors que nous sommes au milieu de vents de guerre. Même s'il existe des positions différentes entre les compagnons au sujet de l'imminence d'une guerre « plus proche », dans laquelle nous serons appelés à partir et pour laquelle on exigera de nous de dépenser davantage d'énergies pour combattre l'ennemi de service, on peut aussi apercevoir des signaux qui font penser à l'éclatement d'une guerre (civile ?) mondiale, sinon dans la semaine à venir, peut-être dans un mois, ou dans une année ou deux. Non seulement la propagande est devenue plus claire, parlant de la possibilité d'une guerre mondiale (voire d'un conflit nucléaire) discutant ouvertement d'hypothèse de coups d'État en Russie et d'économie de guerre, non seulement les dépenses pour l'armement continuent d'augmenter (et les journaux se permettent de dire que « nous ne sommes que le cinquième pays dans le classement des dépenses militaires au sein de l'OTAN »), mais les armées sont aussi en train de se réorganiser. Par exemple, le 9 mars, l'État-Major de l'Armée a émis une circulaire, laquelle ordonne de limiter les congés et de réorganiser les unités de telle sorte qu'elles soient composées de personnels « *ready to move* ». Par

ailleurs, toutes les activités d'entraînement doivent être orientées vers le « *warfighting* », et il est demandé de faire en sorte que le plus haut niveau d'efficacité soit rejoint et maintenu pour tous les systèmes d'armement (tanks, hélicoptères, systèmes d'arme de l'artillerie). Quiconque feuillette les journaux quotidiennement s'aperçoit de la grande quantité de signaux. On verra dans quelle mesure il s'agit d'une exagération médiatique de la situation et dans quelle mesure il s'agit de la réalité, mais d'habitude, quand on prépare la guerre, celle-ci finit à un moment par éclater.

L'horizon semble tout sauf lumineux, c'est pour cela que la direction à suivre doit être claire, et que nous devons continuer à nous préparer et à commencer d'ores et déjà à agir, car c'est dans la dialectique entre le dire et le faire que l'on parvient à renforcer ses instruments et ses capacités.

Car si nous vivons véritablement dans des temps sombres, nous devons nous rappeler qu'il vaut toujours mieux allumer un lance-flammes que maudire l'obscurité.

Gaia

Numéro 7, année II, 4 avril 2022

LA RHÉTORIQUE DE L'UNITÉ NATIONALE

En réponse à la question d'un journaliste lors de la présentation du Document d'économie et finance du gouvernement, le président du conseil a affirmé que l'Italie est disposée à affronter les conséquences des sanctions imposées à la Russie : « *Préférons-nous la paix ou le climatiseur allumé ? Voilà la question que nous devons nous poser* » a conclu Draghi, en posant celle qui selon lui était une question rhétorique. Même d'un simple coup d'œil, cette sortie du président du Gouvernement d'Unité Nationale montre, bien

que de manière synthétique, une série d'aspects révélateurs. Avant tout, il est intéressant de remarquer comment l'ex-président de la Banque centrale européenne, qui désormais incarne les intérêts stratégiques d'une bonne partie du capitalisme italien, a laissé s'échapper une vérité qui bien souvent reste cachée dans la propagande du régime : présentée ainsi, cette alternative admet que les privilèges des pays occidentaux, son réseau énergétique et sa soif de ressources, sont garantis par la guerre. Non seulement dans la

compétition avec la Russie, mais aussi avec la Chine et avec les autres puissances mondiales, les pays occidentaux cherchent souvent à s'accaparer de nouvelles sources d'approvisionnement en menant des guerres, ou grâce à des interventions directes, ou bien en finançant et en appuyant l'une ou l'autre des factions sur le terrain, en intervenant, voir carrément en déclenchant ces conflits qui ensanglantent de manière endémique ces pays pauvres qui sont cependant riches de ressources naturelles, principalement en

Afrique.

Mais, comme nous l'avons déjà écrit sur les pages de ce journal, la guerre en Ukraine ne semble pas avoir comme cause directe un contentieux pour l'approvisionnement énergétique et, au contraire, dans les mots de Draghi semble se cacher la menace que les pays occidentaux soient disposés à se priver d'une partie des approvisionnements de gaz russe au nom d'intérêt plus politique, peut-être stratégique, comme le contrôle et l'influence diplomatico-militaire de cette zone de frontière entre le géant russe et les pays européens et de l'OTAN. Pressentant que la crise économique et financière, la catastrophe du capital, est un phénomène destiné à s'aggraver et qu'il est irréversible, les puissances se déploient et sont disposées à combattre pour obtenir les meilleures positions, en vue des guerres futures, unique remède que l'État et le capital peuvent mettre en œuvre pour tenter d'endiguer les désastres qu'ils ont eux-mêmes générés dans leur soif forcée de profit et de pouvoir. Ce que le président du conseil appelle paix est en réalité, dans ses aspirations, une trêve en vue du prochain conflit, une trêve qui ne sera obtenue qu'après avoir empêché les tentatives de l'État russe d'étendre sa sphère d'influence.

« La paix ou le climatiseur ? », voilà une dichotomie qui semble évoquer les phrases de peintres délirants qui il y a un peu moins de 90 ans parlaient de comment seul l'acier des canons

est en mesure de garantir le beurre au peuple et qui furent le prélude de désastres et de tueries bien plus sanguinaires, du moins pour le moment, que ceux néanmoins tragiques qui affligent actuellement les opprimés aux quatre coins du monde. Cependant, selon nous « la paix ou le climatiseur » semble aussi confirmer un style de gouvernement ces dernières années qui, au nom de « l'unité nationale », demande toujours plus explicitement aux opprimés d'assumer individuellement et collectivement les sacrifices et les conséquences des choix du capitalisme. Dans la succession des crises, chaque fois, le prix à payer pour servir les intérêts des patrons et des gouvernements retombe toujours plus explicitement sur les épaules des exploités sur lesquels ces sangsues tirent leur profit. Et tandis que les coûts de la crise et de la guerre vont avoir toujours plus de répercussions sur les vies des exploités à cause de l'augmentation des factures, du carburant et des produits alimentaires, la propagande moraliste et pernicieuse cherche à attribuer l'énorme consommation énergétique de la société non pas aux industries et aux structures militaires, mais aux choix de consommations individuelles. Alors que le prix de la compétition entre les États est payé par les parties les plus pauvres de la société, et qu'au nom de l'« unité nationale » on demande à tous de supporter des sacrifices et des renoncements, c'est précisément dans ce moment que

Francesco Starace, directeur général et administrateur délégué de l'Enel, qui en 2019 a obtenu une prime de 7,5 millions d'euros, et que l'administrateur délégué de l'Eni Claudio Descalzi, qui au cours de la même année a gagné environ 6 millions d'euros, sont devenus les managers les plus payés de l'ensemble du système capitaliste italien. Certains devront donc faire des sacrifices pendant la guerre et d'autres continueront à s'engraisser, certains devront mourir sous les bombes tandis que d'autres augmenteront leur salaire parce qu'ils en auront vendu encore plus. Regrouper les laquais et les patrons, les esclaves et les oppresseurs, les matons et les damnés de la société en une unique « nation », en un peuple, est un mensonge et une rhétorique qui fait uniquement le jeu de ceux qui tirent profit de la guerre et qui cherchent toujours à faire payer aux opprimés le prix de leurs conquêtes. La rhétorique de « l'unité nationale » sert aussi à cela.

L'homme qui tombe sur la terre

Numéro 8, année II, 18 avril 2022

COMBATTRE !

Nous voyons combien l'activité contre la guerre dans toute l'Europe a une portée significative. Ce n'est évidemment jamais assez. La lutte contre l'autorité peut faire encore plus. On voit donc, dans de nombreuses villes, des grèves contre la guerre. En Grèce, les ouvriers des chemins de fer sont en grève contre l'envoi de chars des États-Unis aux frontières de l'Ukraine, ils sont en grève malgré les menaces de licenciement, ils sont en grève parce qu'ils ne veulent pas assumer la terrible responsabilité de participer au massacre auquel les Patrons veulent condamner

à mort les exploités. Ils sont en grève et combattent contre ces maudits jaunes qui les ont substitués et qui se sont mis au service des Patrons et des États. Mais il y a mieux encore, en Biélorussie des dizaines de sabotages des chemins de fer, de la part des ouvriers, ont empêché l'envoi d'armes en Ukraine. Et la solidarité ouvrière s'est aussi fait sentir à Berlin, où au cours d'une grève les ouvriers des chemins de fer ont dit explicitement que c'est avec la lutte contre TOUTES les puissances militaires que l'OTAN, l'Europe (y compris l'Ukraine) et la Russie doivent être arrêtés par les prolétaires

depuis l'intérieur.

En Italie, les travailleurs de l'aéroport de Pise sont en grève contre l'embarcation d'armes, les dockers de Gènes font des piquets de grève au port contre la guerre, à Milan et dans d'autres villes la solidarité envers eux ne manque pas. Et même dans les universités le soutien des étudiants envers les ouvriers ne manque pas, comme à Rome où ils occupent l'université La Sapienza. À Carrara, à Trento, à Catania et à Palermo en Sicile, à Spoleto et à Milano, les anarchistes organisent des assemblées et des moments d'agitation contre cette guerre

infâme. Et encore, en Italie les anarchistes ont mis une bombe à la banque Unicredit, complice et responsable des armements, de la guerre. Un gros pétard a été lancée contre l'ambassade biélorusse à Rome, au nom de l'anarchie et de la Solidarité Internationale. En Belgique la principale cabine d'électricité possédée par l'entreprise FN Herstal (la plus importante usine nationale belge d'armements) a été incendiée, empêchant l'activité pendant plusieurs jours. En France des

antennes et des voitures bourgeoises sont incendiées contre la guerre des patrons, cherchant à allumer la mèche de la guerre sociale. Mais en Grèce aussi, les attaques des anarchistes contre des institutions, des casernes et des bureaucrates ne manquent pas. Tout comme ne manque pas les déserteurs, les rebelles et les saboteurs dans les territoires en guerre.

Toutes ces activités ne doivent pas être sous-évaluées. En aucune manière. Ce sont des activités à continuer,

à attiser ; à rendre toujours plus fortes et fréquentes. Continuer ainsi signifie continuer à s'approcher de l'unique apocalypse respectable, du rêve caressé pendant de longues années, la révolution sociale, antiautoritaire.

Cima Tespestosa

Numéro 8, année II, 18 avril 2022

DEVINEZ QUOI...

Comme on le disait déjà dans le numéro 7 de *Bezmotivny*, nous ne sommes pas disposés à choisir entre le pire et le moindre mal. Ce n'est pas une prise de position « irrationnelle » dans un moment dramatique comme l'est une guerre. Au contraire, c'est une prise de position située dans une vision de classe, dans une vision révolutionnaire. Prenons en effet, par exemple, le choix de certains compagnons de combattre dans les rangs d'une armée nationale (de ce que l'on nous raconte, en « supplément » de l'armée de Zelensky), qui serait cependant une condition à connaître, et évidemment dans un moment comme celui-ci, il devient difficile, voire carrément impossible, d'avoir des informations fiables sur la situation du conflit.

Le récit selon lequel la démocratie ukrainienne serait le moindre mal actuellement amène à accepter de combattre pour un État dans lequel – actuellement – la loi martiale est appliquée, cela amène à devenir un soldat à qui il pourra être demandé non seulement de tirer sur d'autres crève-la dalle en uniformes russes, mais aussi sur ceux qui fuient la conscription obligatoire. Le moindre mal, représenté par les libertés démocratiques qui sont suspendues dans un moment « de crise », devient soudain le toujours pire. Il faut vraiment que des années de débats entre anarchistes aient été perdues pour oublier que « d'abord, gagner la guerre » signifie combattre contre la révolution, qu'elle soit proche ou lointaine.

Mais, ce que nous considérons plus grave encore c'est l'anéantissement de l'esprit critique de certains anarchistes des pays occidentaux qui, une nou-

velle fois, sortent l'« arme » de l'inertie, justifiant leur attitude acritique sur la base du privilège occidental. En substance, dans trop de lieux et de milieux, on est amené à défendre que le fait d'être des privilégiés vivant loin des bombes, sans une armée envahisseuse aux portes, élimine la possibilité de critiquer les choix de ceux et celles qui sont dans cette situation. Qui plus est, porter des critiques et des analyses sur la situation présente dans d'autres pays ne serait rien d'autre qu'exercer un privilège, et absolument pas profiter de la possibilité de réfléchir avec plus de calme pour rappeler que la vision du monde antimilitariste et contre l'État doit toujours valoir, et pas seulement quand elle ne sert pas.

Quel est donc ce privilège dont on parle ? Vivre en travaillant ? Et surtout, quand est-ce que les anarchistes ont décidé, avec toute leur arrogance révolutionnaire historique, avec leur critique vénéneuse de la société, de cesser d'analyser la réalité ? Ces analyses qui nous permettraient de descendre sur le champ de bataille révolutionnaire non pas avec une, mais avec des milliers de flèches dans notre archet de l'expérience ? Nous parlons ici de la perte du savoir faire d'abord, et de la perte de la critique ensuite. Ce sont de graves questions, car elles contiennent la possibilité de la fin de l'anarchisme. Comment ne pas remarquer que l'on se rapproche d'une guerre épouvantable ? Que, comme dans toutes les guerres dans lesquelles nous pouvons être territorialement impliqués (ce qui est bien autre chose que de dire que nous sommes déjà en guerre en raison de l'envoi d'armes dans une autre na-

tion), il y a la nécessité d'une critique aiguisée d'une telle situation, autrement nous risquerions de commettre ces vieilles erreurs à la Kropotkine qui corrodent le mythe de la possibilité anarchiste d'atteindre la fin de l'exploitation. Parce que si je trahis la liberté en endossant un uniforme (avec tout ce que cela comporte, car ce n'est pas seulement de la *matière* autoritaire, ce n'est pas seulement du coton avec des étendards, c'est aussi de la *pratique* autoritaire) la liberté commence à perdre encore plus de dignité.

Face aux événements actuels, la nécessité de l'évolution de l'internationalisme d'un sentiment à une pratique organisationnelle, donc à une véritable internationale, est encore plus évidente. Nous le voyons avec cette guerre qui nous pousse à prévoir des scénarios de guerres traditionnelles y compris sur le territoire européen. Et nous, révolutionnaires anarchistes, dans un moment incontestable où tous les patrons rassemblent leurs exploités pour les broyer, comment nous regroupons-nous ? En soutenant la défense territoriale pour le moindre mal ? Ou bien devrions-nous nous rendre compte vivement que dans chaque foutu cas, que ce soit l'envahisseur qui gagne ou que ce soit l'État pour lequel nous nous battons, à la fin nous nous retrouverons quand même à suer dans les aciéries et, devinez quoi, à préparer le prochain conflit.

Des conspirateurs

Numéro 10, année II, 16 mai 2022

ALLER AU-DELÀ

Empêcher la guerre des patrons grâce à la *lutte sociale* est d'une nécessité incroyable. Il n'y a qu'en luttant que nous pouvons arrêter la machine infernale du capitalisme, et finalement aller *au-delà* d'une société qui nous veut exploités et qui détruit les beautés du monde pour s'accaparer des ressources pour les intérêts des patrons. Mais cet *au-delà* ne peut être rejoint qu'avec la *lutte révolutionnaire*. Donc, en dépassant l'immobilisme du « simple » cortège, du piquet ou du rassemblement pacifique. Si l'on veut véritablement réussir à empêcher quelque chose, que ce soit une base militaire ou de manière plus générale une grande œuvre, un saut de qualité dans la lutte est absolument nécessaire. Il faut donc trouver une efficacité qui aille *au-delà* de la revendication politique, qui soit donc précisément la *lutte révolutionnaire* (non pas réactionnaire ou pour monter des marches consensuelles comme certains syndicats, ou d'ailleurs comme tous les syndiqués). Une question de méthode rentre ici en jeu. Pour donner un exemple concret, comment pourrions-nous réussir à faire durer un piquet qui empêche le chargement d'arme (*légitime affaire patronale*) sans opposer nos corps aux militaires et aux flics ?

Comment réagiront-ils ? Avec la force. Crier à hautes voix des grands NON ou bien dire, en cas de charge des CRS, certaines absurdités comme « *vous devriez avoir honte* » ou « *il y a aussi des femmes parmi nous !* » c'est non seulement être

aveugles, mais c'est aussi crouler sous une si pauvre dose de logique – pour ne pas dire de capacité intellectuelle – que cela en devient inquiétant. Comment ne pas remarquer que l'État, peu importe ses traits distinctifs, compte l'armement pour fonction *légitime* ? Comment ne pas remarquer que non, démocratie n'est pas synonyme de décision populaire. Voilà pourquoi ces petits partis plus ou moins extraparlimentaires, ou ces syndicats plus ou moins autonomes qui disent qu'ils « arrêteront » les armements devraient peut-être comprendre, si la maigreur de leur intervention se modifiait, qu'il n'y a qu'avec une action réelle de sabotage que l'on peut véritablement arrêter ces Messieurs (pour ne pas dire détruire). Ou bien pense-t-on vouloir – ou pouvoir – en arriver à négocier avec ces Messieurs de la guerre ?

Une question très simple pour moi, et pour d'autre un peu confuse, entre alors en jeu ici. Si nous voulions vraiment arrêter les armements, TOUS les armements de TOUS les États, n'est-il pas vrai que nous arrêterions de la même manière toutes les organisations étatiques ? Et oui, puisque de fait l'industrie militaire tient debout une grande partie du chiffre d'affaires du capitalisme, mais aussi l'ensemble de sa défense ! Voulons nous aussi parler du travail ? Et toutes ces aciéries, ces usines d'armes, de navires de guerre, les ateliers de mécanique ? Peut-être fermeraient-ils ? Rien de mieux pour nous anarchistes, car oui, nous voulons la fin de la guerre autant que la

fin du travail ! Mais après, que mangeons-nous ?

« *Et voici la classique question castratrice : que mangerions-nous si nous ne devions plus travailler ? Démasquer les tartufes qui se cachent derrière ce syllogisme apparent dicté par le bon sens. Chaque pragmatiste, avec un tel pedigree de philosophie raisonnable, est un misérable au service du patron qui le câline et le finance en le laissant confortablement assis sur un siège parlementaire ou sur un fauteuil universitaire. Détruire le travail signifie regarder sa vie de manière critique, ce qui nous est retiré en termes de temps, de jouissance, de rêveries les yeux ouverts* ».

Donc, pour arrêter la guerre il faut arrêter le travail, il faut détruire l'État, tous les États. Et pour commencer, dans toutes ces démonstrations et ces grèves qui inondent (même pas suffisamment en réalité) certaines entrées de bases militaires, certains ports aériens ou navals, on pourrait peut-être lever un tout petit peu le niveau de l'affrontement.

Au lieu d'aller faire qui sait quelle demande à un gouvernement militaire et lui offrir le papier toilette de la protestation pacifique !

Cima Tempestosa

Numéro 10, année II, 16 mai 2022

LE CLIMAT ACTUEL

Malgré le fait que la guerre aux confins entre la Russie et l'Ukraine enflamme encore ces territoires, avec ce que cela comporte tragiquement de morts et de destruction, il semble que les « nouvelles du front » qui remplissent encore les premières pages des journaux laissent peu à peu place à d'autres nouvelles. Après un début aux airs catastrophiques et propagandistes, la presse aux ordres semble travailler toujours plus à l'acceptation de la « normalité » d'un conflit dont il est difficile d'apercevoir la fin, du moins à court terme. Même si la guerre déclarée par Poutine pour défendre son intérêt stratégique d'exercer le pouvoir de l'État russe sur les États voisins, contre la « nécessité » des pays occidentaux d'élargir leur sphère d'influence sur un fond anti-russe, doit aboutir à une trêve ou à un accord, il semble plus qu'évident que la violence implicite de l'existence même des États et du capitalisme ne peut que devenir toujours plus manifeste et que, quelle que soit l'issue de ce conflit, d'autres confrontations entre États plus sanglantes sont à l'horizon.

La Russie, les États-Unis, l'Allemagne, entre autres, ne font que renforcer la violence organisée de l'État et semblent avoir abandonné, du moins en partie, les rhétoriques « pacifistes » pour s'exprimer toujours plus explicitement sur la nécessité d'une guerre qui défend les intérêts des capitalismes respectifs. Il est intéressant de remarquer comment, du moins en Europe occidentale, l'Allemagne, dont le capitalisme s'oppose depuis toujours à celui russe pour le contrôle des marchés des pays de l'Europe orientale, a commencé, pour la première fois depuis des décennies, à vendre des armes à la République tchèque et à la Slovaquie, avec l'accord explicite que cette livraison puisse permettre à ces pays un « surplus » d'armements destiné à être fourni à l'Ukraine pour continuer le conflit sanglant avec la Russie. Ou bien encore, lire des déclarations des représentants de l'impérialisme américain, civil et militaire, qui font explicitement le lien entre les issues du conflit ukrainien et les conséquences qui pourront en découler dans les futures oppositions en Asie contre la Chine.

Sous nos latitudes aussi, le capitalisme italien et ses serviteurs au gouvernement mettent en avant toujours plus explicitement une ligne de fond basée sur les principes cardinaux de l'organisation de l'Unité Nationale : la volonté de mener les conflits aux côtés de leurs alliés occidentaux et la nécessité que les efforts et les conséquences de ces conflits soient payés par les opprimés de leur pays. Après avoir infligé pendant des années la solution du « serrons nous en cohortes »¹ contre l'ennemi invisible de la pandémie, et après avoir vendu, il y a tout juste quelques mois, les prêts et les dettes que le gouvernement italien a contracté avec la Banque centrale européenne pour sortir de la crise économique qui a précédé, peut-être causé et qui accompagne la guerre en Ukraine, voilà que nos gouvernants commencent à discuter de comment une utilisation du PNRR² pour la relance de l'industrie militaire et de son induit pourrait être l'instrument pour relancer les affaires du capitalisme italien. Eni, Enel et Finmeccanica comptent parmi les grands groupes déterminant les politiques du gouvernement italien, et ont des intérêts directs dans la production d'armes autant qu'ils sont concernés de près par le prix des sources énergétiques. Au nom de leur intérêt et de leur profit, ils sont disposés à mener des guerres sanglantes : à l'extérieur grâce aux technologies militaires qu'ils vendent eux-mêmes au gouvernement, et à l'intérieur, en faisant payer toujours plus les coûts économiques et sociaux de la crise au prolétariat.

Leur mécanisme de propagande a essayé de raconter que seule l'extension de leur domination économique et politique au détriment de celle d'autres nations peut garantir la prospérité y compris aux opprimés habitant en Italie, en cherchant à les enrôler grâce à des sentiments et à une propagande patriotiques et nationalistes. Contrairement à la « guerre contre le virus », il semblerait que cette opération de rassemblement du peuple autour de ses

chefs a rencontré plus de difficultés. Un vague sentiment « pacifiste » est encore diffus en Italie, et le mot guerre déclenche quand même un sentiment de répulsion parmi les masses, du moins pour le moment. Ces premiers signes de mécontentement ne représentent évidemment pas une préoccupation pour les puissants, pas plus que, à titre d'exemple, les dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté sous l'égide de l'Église catholique pour demander la paix pendant la marche Perugia-Assise, incapables d'exprimer une force en mesure d'imposer au gouvernement un véritable changement de direction. Heureusement, et pas seulement en Italie, nous pouvons constater l'existence d'actes bien plus concrets d'opposition à la guerre, certains revendiqués par des anarchistes, d'autres produits d'une expression internationaliste de la classe.

Ces attaques, ces sabotages, ces actes d'insubordination et de désertion du front où est menée la guerre représentent peut-être, malgré leur efficacité et leur extension encore minimale, quelque chose dont le pouvoir commence à se préoccuper, et dont il craint une éventuelle diffusion et intensification. Et la décision ces derniers jours d'enfermer notre compagnon Alfredo Cospito dans une section 41bis de la prison de Terni peut être lue comme une tentative préventive d'isoler le mouvement révolutionnaire anarchiste. Alfredo fait une nouvelle fois l'objet de la part de la magistrature d'attentions indésirées, pour nous comme pour lui, dans la tentative de réduire au silence la voix d'un compagnon révolutionnaire en toute cohérence, n'ayant jamais cessé de chercher et de trouver des manières pour continuer à attaquer le pouvoir. D'une certaine manière, les attaques contre les patrons et les puissants semblent être toujours plus explicites et directes, c'est au mouvement anarchiste de trouver la force, la volonté et la capacité pour répondre avec la même intensité.

L'homme qui tombe sur la terre

1 Exhortation provenant d'un couplet de l'hymne national italien. Ndt.

2 Plan national de relance lancé par le gouvernement italien. Ndt.

PAS APRÈS PAS ON APPREND À DANSER, PAS À LUTTER

Depuis que la guerre en Ukraine a commencé (mais ce n'est pas un sujet nouveau) il m'est souvent arrivé de lire et d'entendre des anarchistes défendre que « plutôt que de vivre dans une dictature, mieux vaut une démocratie dans laquelle il y a de l'espace pour agir et pour lutter ». Vraiment ? Je ne veux pas mettre dos à dos des systèmes d'oppression pour choisir le moins pire. Je ne veux pas me raconter la fable du *pas après pas*. Un pas à la fois, c'est comme attendre que le pain monte sans y avoir mis de levure.

Dans cette partie du monde où la démocratie a été si bien cultivée, où le pouvoir n'est plus en dehors de nous mais à l'intérieur de nous, où chaque lutte est aisément mangée par le pouvoir et chiée sous forme de « droits », avons-nous véritablement des espaces pour agir ? Ou bien assiste-t-on depuis des décennies à une inertie et à un jeu au rabais de la conflictualité ?

Les démocraties ne sont pas moins violentes que les dictatures, elles sont plus surnoises, l'armée est quand même toujours prête, les massacres sont généralement accomplis ailleurs, et la différence fondamentale avec les dictatures est peut-être la capacité que les démocraties ont d'avoir créé *l'illusion* d'un pouvoir partagé et collectif. Mais pour y arriver, et pour mainte-

nir *l'état de droit*, elles ont tiré sur les ouvriers en grève, sur les paysans en révolte, elles ont enterré en prison les subversifs, elles ont noyé dans la mer des milliers de personnes, tabassé les prisonniers en révolte dans les prisons. Que les élections soient « libres » ou pas, L'État reste l'État. Quelle que soit sa forme, il a besoin de la paix sociale pour survivre, et il agit sur différents plans pour se l'assurer : sur le plan culturel, c'est-à-dire l'orientation de la pensée collective (par la presse et l'école) ; celui de la production, c'est-à-dire le travail et les miettes de consolation (grâce aussi au zèle de son bras pacificateur parmi les exploités, les syndicats) et permettre donc que l'économie tourne ; et celui répressif, car tout ne se déroule pas toujours sans accroc.

Dans les sociétés pacifiées dans lesquelles nous vivons, l'inertie est donc dictée par le bien-être, par la *normalité* assurée par l'État. Comment pourrait-on donc penser qu'en passant d'une dictature à une démocratie, il puisse y avoir plus d'espaces pour lutter ? En regardant tout simplement autour de soi, cela saute aux yeux que, à part les actions d'attaque précise et claire qui depuis quelques années désormais adviennent en quantité toujours plus petite, la tendance est au folklore antagoniste, ou à la demande

de droits : quelques moments isolés qui interrompent un instant la normalité. Ce qui manque, c'est la mise en discussion totale de l'État et de la société qui le soutient.

Comment peut-on interrompre définitivement la *normalité* si l'on vit dedans, si on la nourrit ?

Je ne veux pas simplifier à outrance, les sauts dans le vide sont sûrement aussi excitants qu'angoissants. Mais se traîner dans ce monde à la dérive est glaçant et frustrant, malgré nos vies quotidiennes rassurantes. Comment pourrions-nous tout mettre en discussion dans un moment de changement drastique de destination, si nous ne sommes pas capables de le faire dans la normalité ? Voilà peut-être le nœud du problème, ne pas attendre que le pire ait lieu si l'on pense déjà que les jours de la société, de toute société, doivent être comptés. On se retrouve sinon à désirer un *avant* qui, s'il n'est pas idyllique, est pour le moins plus acceptable. Ou alors on se retrouve à souhaiter la démocratie quand l'État se transforme en tyran.

Numéro 10, année II, 16 mai 2022

AFFAMÉS !

En plus de l'accélération de la hausse des prix des carburants à l'échelle mondiale, les journaux et les politiciens des pays occidentaux semblent tout à coup commencer à remarquer qu'une des conséquences de la guerre en Ukraine est l'aggravation de la crise alimentaire qui est en train d'envahir la planète. Depuis des siècles désormais, l'Ukraine est un des principaux producteurs de blé au niveau mondial, et au cours des années qui ont suivi la chute de l'URSS elle exporte toujours plus de nourriture, principalement vers l'Europe, l'Afrique subsaharienne et le Proche-Orient. Le conflit qui a lieu actuellement a bloqué l'exportation d'une grande partie de la récolte de l'année dernière dans le silence des ports ukrainiens, notamment à Odessa, et, si l'on s'en tient à ce que disent les responsables de la production agricole ukrainienne, cela risque de provoquer une diminution des semences d'au moins la moitié pour l'année en cours. Les pays les plus dépendants de l'importation de blé ukrainien pourraient se retrouver face à de véritables famines. En plus de cela, il vaut la peine de souligner comment la Fédération russe et la Biélorussie détiennent des quotas très importants de la production mondiale de fertilisants et que l'embargo mis en place par l'OTAN et par les pays influencés par le bloc de pouvoir des États occidentaux empêchera à beaucoup d'entre eux de pouvoir maintenir le niveau de production agricole industrielle des années précédentes. Au moment où un conflit éclate en Europe, le marché libre, la mondialisation, la production spécialisée de parties entières du globe montrent la contradiction propre à leur nature. Des pays qui, depuis des décennies au moins, ont fait de la production d'un seul bien industriel, extractif ou agricole, leur unique forme de subsistance, se retrouvent désormais au bord du gouffre car ils ont offert aux transactions internationales la récolte de bien nécessaires à leur survie. Quand, d'ici quelques mois, le blé sera toujours plus insuffisant et donc toujours plus cher, des pays qui dépendent presque exclu-

sivement de l'importation extérieure de nourriture pour alimenter leur population se retrouveront face à un dilemme. Il y en aura qui, ayant accumulé d'immenses richesses, comme les pays producteurs de pétrole ou les capitalismes de la vieille Europe, tenteront de s'accaparer à prix cher la nourriture en le reportant sur l'augmentation du coût de la vie pour les opprimés de ces pays. Et d'autres pays qui, comme les pays africains réduits par les politiques coloniales des impérialismes occidentaux et asiatiques à être des mines et des décharges à ciel ouvert, devront se résigner à ne pas pouvoir nourrir leur population et à accepter une famine qui risque de s'étendre au niveau global. De ce côté du front, naturellement, le spectre d'une famine mondiale est utilisé à des fins de propagande pour justifier le soutien politique et militaire à l'Ukraine. Les journaux et les politiciens des pays occidentaux ont beau jeu d'attribuer la responsabilité d'une crise qui risque d'avoir des conséquences catastrophiques au « mauvais dictateur », à l'autocrate qui a violé la paix et la prospérité du monde libre pour satisfaire ses obsessions impériales. Trouver dans la guerre en cours la cause première de l'augmentation des prix des ressources énergétiques et de la pénurie de biens alimentaires sert cependant à ne pas vouloir admettre que ce processus est intrinsèque dans une société hautement industrialisée qui, y compris grâce aux formes de domination néocoloniale, a fait du monde une énorme usine, dans lequel des régions entières du globe sont condamnées à la monoculture, à la mono-production ou à la mono-extraction au nom du profit des capitalismes avancés, l'Europe et les États-Unis en tête. Et les relations économiques qui se sont instaurées entre les États au cours des nombreuses années de développement du capital se révèlent désormais pour ce qu'elles sont : d'un côté des liens fragiles basés sur l'égoïsme des États et des pouvoirs économiques qui profitent à chacun, de l'autre des nœuds coulants apparemment incassables autour du cou des populations qui vivent dans les terri-

toires les plus pauvres de la planète. La diminution progressive des ressources et l'appauvrissement de la Terre, causés par la concurrence toujours plus pressante entre une poignée d'États et leurs pouvoirs économiques, ne sont bien sûr pas causés par cette guerre, en revanche ce sont des phénomènes causés par les mêmes raisons qui ont fait éclater cette guerre ainsi que les précédentes : la concurrence entre une poignée de riches disposés à sacrifier la vie de millions d'autres êtres humains ainsi qu'à empoisonner et à détruire la planète pour s'accaparer le butin. Et cette crise alimentaire aura des conséquences dramatiques et s'insérera dans la spirale d'horreur que l'histoire du capitalisme et des États empruntent depuis longtemps : l'absence de nourritures dans des régions entières du monde sera non seulement à l'origine de la mort de populations frappées par la famine, mais elle poussera aussi des millions d'êtres humains, peut-être des milliards, à quitter les terres qu'ils habitent, frappées par la sécheresse et par le manque de nourriture, vers les pays riches du nord du monde. Et ces migrations forcées, comme tant d'autres avant elles, déclencheront de nouvelles crises et de nouvelles contradictions dans le monde, contradictions et crises auxquelles les États répondront de la seule manière qu'ils parviennent à voir pour gérer les difficultés : la violence envers les exploités et la guerre entre les États, provoquant une spirale de sang toujours plus accélérée et dramatique. Cela fait déjà plusieurs mois qu'il y a des manifestations de protestations et de révoltes dans différents pays du monde (Iran, Chili, Grèce, Kenya, Pérou, Sri Lanka, Soudan, Tunisie) en raison de l'augmentation du coût de la vie, et d'autres éclateront probablement. Comme dans tous les moments où l'équilibre est suspendu dans la révolte, les situations peuvent se développer de mille manières. Il est possible que les revendications des protestations s'entient à la revendication de la diminution des prix, ou bien qu'elles évoluent vers des contenus réactionnaires ou révolutionnaires. Et c'est précisément

dans ces situations que la présence et la propagande anarchiste sont fondamentales, pour rencontrer des complices et développer avec eux un discours – dans les mots et dans les faits – contre l'État et le capital. Autrement, comme cela est déjà souvent arrivé, les révoltes s'épuiseront dans le changement de gouvernement ou de constitution et dans la répression de ceux qui ne se plient pas face à la récupération. En outre, la situation s'avère compliquée, le pouvoir est déjà bien préparé à cette situation : depuis 1998 au moins, les experts ont travaillé (comme on peut le voir dans le

rapport NATO Urban Operation 2020) avec la conscience que le futur amènerait des famines, des sécheresses et des guerres, et par conséquent, le danger concret de révoltes et d'insurrections. Depuis presque vingt-cinq ans, des mécanismes de contre-insurrection ont été mis en œuvre, et la répression s'est préparée. Que la tâche soit difficile ne signifie pas qu'il ne faille pas la mener. Et c'est à ce stade que nous venons à l'esprit toutes ces prévisions que les anarchistes ont fait depuis toujours, en étudiant le pouvoir sous toutes ses nuances. Mais, comme à chaque fois

que nous avons fait, en tant qu'anarchistes, certaines considérations sur le futur immédiat – pour le présent immédiat – il semblerait que nous ne parvenons pas à déclencher le détonateur qui ouvre la voie à la sublime grande danse destructrice et constructrice. Voilà pourtant précisément ce qu'il nous faut faire.

Des conspirateurs

Numéro 11, année II, 30 mai 2022

DE QUEL CÔTÉ ?

SUR LE RÉALISME DE CERTAINS ANARCHISTES

Le long article intitulé « *Concepts erronés sur l'impérialisme et traumas collectifs des anarchistes* », écrit par l'anarchiste finlandais Antti Rautanen [reproduit au-dessus de cet article dans *Bezmotivny*, mais pas ici], semble représenter un exemple très limpide de certaines positions en train d'émerger dans le débat à l'intérieur du mouvement anarchiste à propos de la guerre en Ukraine. Bien que le compagnon nous informe explicitement dès les premières lignes que pour lui avoir un dialogue sur la question est absolument inutile, à l'inverse, esprits de contradiction et pointe d'arrogance oblige, nous souhaitons partager certaines pistes et précisions qu'après la lecture de ce texte nous considérons comme nécessaires. Par rapport à la vision internationaliste de la crise ukrainienne que les pages de ce journal ont cherché de défendre, ce qui semble ressortir de manière générale dans l'article c'est une série de conceptions qui sont à la base d'une vision du monde de la part de l'anarchiste finlandais qui ne nous convainquent pas et qui, par conséquent, nous démarquent profondément de ses positions.

Débarassons-nous immédiatement de ce qui semble être une considération inacceptable : il est important de préciser que, quand la pratique et la propagande internationaliste s'expriment avec la pensée et l'action dans un sens défaitiste, elle n'appelle absolument pas à la pacification de la lutte sociale et ne

demande à personne de se rendre, déposer les armes et accepter passivement l'horreur d'une guerre entre États. « *Déposer les armes et fuir* », pratiquer des formes de défaitisme ou répandre l'insubordination et la désertion pendant une guerre du capitalisme sont des choix qu'il semble non seulement impossible de condamner, quel que soit le front du côté duquel ils se produisent, mais ce sont aussi des pratiques qui, minant le consensus entre les exploités et les oppresseurs de leur organisation sociale particulière, peuvent déclencher des dynamiques portant en soi les potentialités de mettre en discussion les fondements de l'ordre de la société actuelle.

En tant qu'anarchistes il est cependant juste de reconnaître que les choix que d'autres compagnons, dans une situation donnée, font à propos de comment affronter les conditions réelles dans lesquelles ils se trouvent à vivre ne peuvent pas être décidés et déterminés autour d'une table sur des pages écrites à des milliers de kilomètres de distance. Au moment d'écrire ces lignes, au cœur de l'Europe occidentale, dans un bout de société encore pacifiée et seulement en partie touchée par la condition de guerre, il est difficile de déterminer s'il existe et si sont en train d'être expérimentées sur le sol ukrainien des formes d'auto-organisation des opprimés en défense de leurs vies. Si c'est le cas, on ne pourrait que saluer et se solidari-

ser avec ces expériences. Si dans un moment de mobilisation guerrière les opprimés ont trouvé la force de se retirer de l'« union sacrée », du pacte que chaque État impose à la population, avec encore plus de force en cas de guerre, et qu'ils sont en train d'expérimenter leur capacité autonome de défense sans les déléguer à des organisations autoritaires comme l'armée et la police, alors ces expériences d'autogestion et d'autodéfense seront probablement un élément central dans les années à venir. Mais si au contraire, comme cela est indubitable, car cela arrange la propagande des pays belligérants de le mettre en avant, et comme cela ressort dans le texte du compagnon finlandais quand il revient sur la triade « communistes, anarchistes, gens de gauche », certains groupes anarchistes sont en train d'appuyer, voire de participer activement à l'effort de guerre, s'intégrant et se subordonnant aux nécessités guerrières de l'armée de leur État, alors il est clair qu'une position internationaliste cohérente et efficace ne peut que constater que, une nouvelle fois, la rhétorique de l'unité nationale et le mythe de l'ennemi monstrueux et barbare ont aussi poussé les organisations « d'opposition » à adhérer à la défense des intérêts de leurs oppresseurs.

Confondre la tentative, aussi et surtout dans des moments de crises si dramatiques, d'auto-organiser leur existant et la défense de leurs vies avec le fait de

s'enrôler, physiquement et moralement, dans les organisations qui militent sur le front de leur État est une erreur qui, même si elle est faite de bonne foi, peut avoir des conséquences graves et risque d'avoir objectivement pour fonction de maintenir le statu quo et de renforcer un ordre basé sur l'oppression, l'ordre dans lequel les opprimés de cette nation vivent déjà.

Répétons-le une nouvelle fois, l'anarchisme internationaliste ne fait pas de distinction entre les pratiques de défaitisme, de désertion et d'insubordination et les pratiques d'autodéfense et d'auto-organisation mise en œuvre par une population dans le cas où un État en menace l'existence, y compris à travers son armée. Là où il pose la distinction c'est entre ces deux expériences et les formes d'organisation de la violence qui visent à subordonner la libre gestion de leurs choix aux structures autoritaires, hiérarchisées et étatiques.

D'un point de vue méthodologique, le compagnon finlandais souligne justement comment une partie de la confusion du mouvement anarchiste trouve sa source dans les faiblesses théoriques et le manque de capacité à interpréter le monde qui, au cours des dernières années au moins, distinguent la pensée et la pratique d'une partie de l'anarchisme.

Le long excursus sur la théorie de l'impérialisme de Lénine d'abord, puis les exemples historiques qu'Antti évoque pour soutenir ses idées nous semblent en être un exemple flagrant.

À ce propos, deux parties de son texte semblent significatives, les deux étant étroitement liées : tout d'abord, dans tout le texte, la possibilité d'une révolution sociale d'une révolte qui mette fin à l'ordre constitué dans le monde n'apparaît jamais non seulement comme une option praticable dès aujourd'hui, mais pas même comme une hypothèse à prendre en compte et, peut-être en conséquence de cela, l'autre élément qui continue à revenir dans ses réflexions est une proposition de prise de position basée sur une dynamique de rapports entre organisations nationales. Dans une tentative pour démontrer qu'il existe des États plus « méchants » que d'autres, le compagnon semble mettre le lecteur face à un choix basé sur le réalisme : « Si c'est le seul monde possible, si l'unité du peuple, base théorique et morale de l'État, est l'élément constitutif des seules formes existantes d'organisation de la société, alors comment pouvons-nous prendre parti pour faire

en sorte que certains États, qui ont des politiques plus brutales que d'autres aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, ne parviennent pas à opprimer d'autres peuples dans le monde ? », « quel est le choix qui peut conduire le mouvement anarchiste à appuyer le moins pire dans l'ordre des choses actuel ? ».

Ces questions, qui ressortent entre les lignes de l'article, semblent au contraire basées sur une vision utopique et idéaliste de la réalité. On a l'impression que l'intérêt porté sur la critique de la conception léniniste de l'impérialisme et des conceptions de la gauche démocratique américaine est dicté par la préoccupation du compagnon de contester des visions « anti-yankee » qui voient dans les États-Unis l'unique impérialisme, le gendarme du monde, le mal absolu, et qui par conséquent en arrivent à soutenir d'autres puissances quand elles cherchent à ébranler grâce à leur violence organisée l'ordre imposé par celui qui reste, encore, le premier capitalisme au monde.

Cette préoccupation est partageable, ici aussi en Italie la rhétorique anti-américaine menée pendant des décennies par la gauche, a été un des leviers qui a permis à certains secteurs du patronat de tenter de construire une autonomie de développement de leurs intérêts : à partir de la rhétorique du bloc communiste utilisée par le PCI de Togliatti qui a permis à la FIAT d'Agnelli de construire une de ses plus importantes usines de camion en Union Soviétique, s'assurant un marché où la concurrence états-unienne ne pouvait pas arriver, ou à partir de l'illusion de l'indépendance énergétique des « sept sœurs » qui a produit la politique de l'Eni de Mattei pour pénétrer dans les marchés des États du sud de la Méditerranée jusqu'à arriver à la tentative du mouvement *5stelle*, au cours des dernières années, de représenter un point de départ pour la pénétration des intérêts économiques chinois en Italie et en Europe avec le projet des *Routes de la soie*. Souligner comment les États-Unis et leur ordre international basé sur l'OTAN ne sont pas « l'unique » ennemi auquel s'opposer ne peut cependant pas prolonger la réflexion vers l'identification d'un autre État qui serait le seul ennemi de l'humanité, l'adversaire à battre pour assurer la paix et la prospérité.

Les États-Unis aussi bien que la Russie ou la Chine, ou encore et surtout, pour celui qui écrit parce qu'il s'y trouve et qu'il y vit, l'Italie, tout comme d'ailleurs les pays asiatiques, les états africains, les nations d'Amérique latine, tous les

États en somme, sont des organisations politico-économiques et militaires qui trouvent leur justification dans l'oppression exercée par une poignée d'êtres humains contre le reste de l'humanité, de la vie et de la planète.

Le texte, en partant une nouvelle fois d'une vision du monde qui divise les êtres humains suivant leurs appartenances à des peuples et à des nations, et non pas entre ceux qui exercent l'oppression et ceux qui la subissent, souligne comment les anarchistes des pays européens, pendant la lutte de « libération nationale » dans la période de la décolonisation, ont soutenu les guerres et les révoltes contre leurs États en soutien aux aspirations à l'indépendance des ex-colonies. Dans une optique internationaliste, ou tout simplement révolutionnaire, il est évident que l'appui que les anarchistes des « empires » donnaient aux luttes d'indépendance des colonies était basé, aussi, sur la tentative d'affaiblir leur ennemi principal, leurs États, en cherchant à les empêcher de continuer à obtenir ces richesses, obtenues grâce à l'exploitation brutale d'autres êtres humains et d'autres territoires, qui en garantissaient l'existence et leur permettaient d'exercer leur domination également sur les exploités qui étaient à l'intérieur de l'empire.

Ces luttes, cependant, démontrèrent une grande absence d'analyse et de capacité organisationnelle de la part du mouvement révolutionnaire qui se limita, presque partout, à la perspective « concrète et réaliste » de construire de nouveaux États en alliance avec les forces économiques et sociales du pays, sans parvenir à s'assurer une autonomie d'action et de perspective qui puisse réellement mettre en discussion l'ordre social constitué. Les effets se voient aujourd'hui, où ces ex-colonies qui sont des États indépendants reproduisent les dynamiques du capitalisme. Dans certains de ces pays l'exploitation capitaliste a même permis des périodes de fort développement économique en faveur de la classe dirigeante de ce pays, en faveur de la partie la plus riche de la population, au détriment de tous les autres opprimés contraints de travailler dans des usines et dans des champs pour des salaires de misère et avec des conditions de vie et de travail inhumaines. Le sang, l'effort, la vie de ces millions de personnes servent à enrichir leurs exploités de la même manière que quand ils étaient soumis au joug colonial, à la seule différence que, et nous ne savons

pas à quel point cette différence leur est consolatrice, aujourd'hui leur patron fait partie de leur population et ne vient pas d'une terre lointaine.

Y compris dans les exemples que donne le compagnon au sujet d'expériences historiques qui se sont le plus rapprochées de l'affirmation d'une révolution anarchiste, ce qui est mis en avant c'est comment, selon lui, les défaites ont été causées par le problème des alliances et des rapports de force. Affirmation que nous pourrions tout à fait partager si elle était interprétée dans un sens diamétralement opposé à celui que nous propose l'article : ne pas reconnaître que l'antagonisme entre les classes, que la guerre ininterrompue et implacable entre les oppresseurs et les opprimés est la nature et la caractéristique de tout État et de toute

organisation existante, du moins dans la période historique, amène à chercher une alliance entre des éléments sociaux inconciliables entre eux dans laquelle celui qui a de son côté la force de l'État, de la tradition, de la rhétorique de la nation et du peuple peut facilement utiliser les opprimés pour ses intérêts et les renvoyer dans l'enfer de cette société une fois son intérêt atteint. Encore une fois, le « réalisme » apparent de la recherche d'alliance au nom du moins pire empêche en réalité l'unique solution possible pour l'émancipation et la libération définitive de l'humanité : la révolution de tous les opprimés, peu importe l'État, la culture nationale et le peuple auxquels ils appartiennent, en admettant que l'expression culture populaire ne soit pas qu'un principe purement nationaliste, mais qu'elle contienne une

certaine réalité historique.

Puisque nous sommes anarchistes et internationalistes et révolutionnaires, nous serons toujours « *adversaires de tout type de nationalisme* ». Et si l'Histoire est cette chose que nous suggère l'écrit de l'anarchiste finlandais, c'est-à-dire l'Histoire des conflits entre États dans lesquels l'unique option est de choisir qu'elle devrait être notre prochain oppresseur, que le compagnon Antti soit sûr d'une chose : nous serons « *du côté erroné de l'Histoire* ». Mais nous resterons du bon côté de la barricade.

L'homme qui tombe sur la terre

Numéro 12, année II, 13 juin 2022

LES ANARCHISTES POUR L'OTAN

JE ne suis pas capable de remercier la rédaction de Bezmotivny d'avoir publié la traduction du texte de Antii Rautiainem, même s'il s'agit d'un document important qui nous permet, en le critiquant, de réaffirmer et d'approfondir notre position sur la guerre mondiale qui s'affronte en Ukraine. Je tiens à préciser que ma contribution ne veut absolument pas ouvrir un canal de dialogue ni avec l'auteur – qui a clairement écrit en incipit de ses réflexions qu'il ne veut pas dialoguer avec ceux qui de facto ne défendent pas l'OTAN dans ce conflit – ni avec cette galaxie très active et très couverte médiatiquement que je pourrais appeler les « anarchistes pour l'OTAN ». Cette non-réponse s'adresse plutôt aux compagnons et compagnonnes qui n'ont pas rangé leur cerveau dans une armoire, afin de contribuer à renforcer l'intransigeance de nos positions contre toute hésitation envers n'importe laquelle des parties en cause dans ce conflit.

Je suis tellement en désaccord avec les idées exprimées par Rautiainem que je ne sais pas par où commencer. Même concernant le bagage historique nous n'avons rien à nous dire. Ce Monsieur cite la guerre civile espagnole, polémique avec les anarchistes qui se sont opposés à la décision de la CNT d'entrer dans le gouvernement du Front Populaire aux côtés des bourgeoisies et des staliniens, affirmant que la faute des anarchistes n'est pas de s'être al-

liés, mais au contraire de l'avoir trop peu fait. Au risque d'être hors sujet, je tiens à répéter une vérité historique qui est encore aujourd'hui valide face aux événements en Ukraine. La révolution en Espagne n'a pas été vaincue par Franco, mais par la République (ensuite, seulement, Franco a écrasé la République qui avait vaincu la Révolution) : ce sont les staliniens qui ont privatisé et restitué aux propriétaires légitimes les entreprises expropriées par les ouvriers anarchistes, ce fut probablement Togliatti qui s'est souillé les mains du sang de nombreux compagnons comme Camillo Berneri qui proposait une analyse de classe lucide au sujet des dérives du Front Populaire. Tout cela a eu lieu en vertu justement de la politique frontiste du réalisme des alliances : il fallait réanimer le régime capitaliste afin que les États-Unis et la France puissent continuer à défendre la République contre le fascisme. Sous prétexte de remporter la guerre, de satisfaire les alliés occidentaux, de marchander avec les régimes capitalistes moins réactionnaires, on a vaincu la révolution.

En Ukraine, les choses sont pires encore, étant donné qu'il n'y a même pas une force révolutionnaire en mesure de négocier de meilleures conditions dans les pourparlers avec le gouvernement bourgeois. En Ukraine, au contraire, ce sont les forces d'extrême droite et les fascistes qui jouent

le rôle que la CNT a eu en Espagne : il y a un régime qui n'a pas de honte à massacrer les syndicalistes comme cela est arrivé en 2014 à Odessa (42 morts), où depuis 2014 plus de 80 journalistes ont été assassinés ou ont disparu, où des formations politiques ont été déclarées illégales, parmi lesquelles le principal parti d'opposition local et le parti communiste, où l'importation de livres en langue russe et les émissions radios en russe ont été interdites. Étant donné la situation, c'est à se demander quelles conquêtes progressives obtiendront les militants de l'extrême droite libérale après avoir vaincu la guerre.

C'est curieux – sans doute suis-je parano – que dans les premiers instants quand a commencé la guerre, une sorte de lobby pro-OTAN s'est déchaîné dans le mouvement anarchiste. Des communiqués qui « oubliaient » systématiquement les crimes des ukrainiens, des initiatives pour l'Ukraine dans nos espaces, des actions plus ou moins radicales contre des objectifs russes en occident.

Ce qui n'est cependant absolument pas paranoïaque c'est la dynamique de toute mobilisation militaire : quand tu te ranges aux côtés d'un des deux fronts en lutte, tu finis par refouler les crimes de ton camp. L'oubli des crimes de Kiev dans l'article de Rautiainem s'inscrit pleinement dans cette mobilisation militariste. Notre position

internationaliste se base sur un principe beaucoup plus simple : contre tout État, à commencer par le nôtre. Cela signifie que quand notre État s'engage dans une guerre, notre agir s'incarne dans le défaitisme. Perdre la guerre, pour faire la révolution. Selon nous, cela ne signifie pas oublier les crimes de Poutine, mais cela signifie que l'unique garantie, le seul vaccin valide contre l'opportunisme c'est de tenir nos patrons et l'État qui en protège les intérêts comme notre principal ennemi. C'était la parole de Bakounine aux français, pendant la guerre franco-prussienne : transformer la guerre dans la Quatrième Révolution française (et en réalité les anarchistes furent des acteurs considérables dans la Commune). C'était la parole de l'internationale anarchiste, dont on fête les 150 ans : « repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la Révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire ». Ce fut un document théorique anarchiste (la coïncidence veut que cela provienne de compagnons ukrainiens), qui pour la première fois qualifia l'URSS de pays capitaliste, et qui affirma donc que dans une guerre entre URSS et puissances européennes (puis la puissance américaine), aucun front ne devrait être le nôtre, qu'il n'y a pas de bons gouvernements, ou cependant pas de meilleurs gouvernements que les autres. Chaque gouvernement, à l'époque moderne, est un gouvernement capitaliste.

Si je cite ce passage ce n'est pas par doctrinarisme, mais parce que le monsieur Rautiainem se permet de proposer une lecture révisionniste suivant laquelle les anarchistes auraient changé d'idées et seraient devenus internationalistes et anti-étatistes suite à des « défaites traumatiques ». Avec la défaite de notre État des possibilités inédites de libération révolutionnaire peuvent s'ouvrir. À l'inverse, avec le succès de la patrie, nous n'obtenons que la prison, l'isolement, la désinformation et la pensée unique. Ici c'est facile de tomber dans l'opportunisme. Donnons un exemple terre à terre. La Finlande est un de ces pays scandinaves qui s'opposent actuellement au plafonnement du prix du gaz, qui est imploré par les gouvernements européens méridionaux : en d'autres mots, la bourgeoisie finlandaise, danoise, norvégienne et suédoise utilisent la

guerre pour s'enrichir démesurément avec le commerce des matières premières, en faisant payer une lourde saignée inflationniste aux ouvriers grecs, italiens, espagnols etc. À partir du moment où Rautiainem ne considère pas son État comme son principal ennemi, la conséquence naturelle est qu'il finisse par « oublier » les crimes de la bourgeoisie finlandaise ! Crimes finlandais qui commencent à peine, si c'est vrai que pour entrer dans l'OTAN la Finlande a promis à la Turquie de déporter les réfugiés kurdes réfugiés à l'intérieur de ses frontières.

Face à notre logique presque autistique dans sa simplicité, s'oppose la petite coterie de ceux que j'ai appelés les « anarchistes pour l'OTAN ». Leurs argumentations rhétoriques se développent principalement dans deux directions : d'un côté ceux qui répondent au nom de principes plus abstraits pour justifier leur opportunisme (« il n'existe pas d'État à nous, nous sommes anarchistes »), de l'autre ceux qui nous accusent au contraire d'être trop abstraits et font appel au réalisme.

Antii Rautiainem fait partie du deuxième groupe. Sa réflexion est objectivement étrangère à la pensée anarchiste à partir du moment où il fait de la dialectique entre les États l'unique, ou cependant son principal repère pratique, comme si les États exprimaient des positions éthiques authentiques et n'étaient pas ce qu'ils sont, à savoir le pouvoir politique organisé des dominants. Nous trouvons un exemple de cette dégénérescence étatiste dans son honteux refus de « mettre au même niveau l'expansion de l'OTAN et l'attaque Russe contre l'Ukraine », étant donné qu'« en Europe de l'Est le choix d'entrer dans l'UE et dans l'OTAN a été un choix populaire ». Une fois encore, je ne sais pas par où commencer à m'indigner. Ce sont des déclarations d'une telle épaisseur réformiste qu'en Italie nous les entendons sortir de la bouche de représentants du PD [Partito Democratico, le principal parti de gauche] dans des talk-shows télévisés.

Il faudrait peut-être rappeler à ces propagandistes atlantiques l'effroyable tragédie balkanique : les deux grandes guerres yougoslaves au début et à la fin des années 90, ainsi que la guerre civile de trente ans qui a lieu depuis 1992, suivant une intensité variable, dans cette région d'Europe. L'OTAN, l'Union Européenne et le Vatican ont excité les poussées sécessionnistes, motivant les

catholiques croates, reconnaissant les satrapes du régime précédent qui s'élevaient et s'autoproclamaient gouverneurs locaux, armant les guérillas indépendantistes comme l'UCK, branche kosovare d'Al Quaida. La boucherie des Balkans a été avant tout une opération terroriste menée par l'OTAN contre les Pays d'Europe de l'est : il n'y a que sous le parapluie protecteur de l'alliance atlantique que vous pourrez garantir la paix dans vos territoires et éviter de finir comme la Yougoslavie. Et si vous décidez malgré tout de ne pas adhérer volontairement, trois mois de bombardement sur la Serbie au printemps 1999 avec les bombes à l'uranium appauvri (des dizaines et des dizaines de véritables bombes nucléaires miniatures !) qui continuent à provoquer encore aujourd'hui des cancers et des leucémies sont là pour vous rappeler ce qu'il pourrait vous arriver. Parler de popularité face à tout cela donnerait seulement envie de sourire si nous n'étions pas en train de parler de la mort et de la maladie de millions de personnes. Mais c'est plus grave encore que ce soit un soi-disant anarchiste qui agite l'argument de l'adhésion volontaire. La volonté du gouvernement est complètement juxtaposée à la volonté populaire ? Si nous en sommes arrivés à ce point, je me demande quel sens cela a-t-il de nous définir encore tous anarchistes. Mais même en admettant que la volonté gouvernementale se superpose à la volonté populaire (par exemple que les sondages dans ces pays affirment que l'opinion publique a été favorable à l'entrée dans l'OTAN, et encore sur ce point il y aurait beaucoup à dire sur le caractère scientifique de tels sondages, mais je m'arrête par pitié pour mes lecteurs), nous ne pouvons pas oublier que la prétendue opinion publique est formée à travers le levier économique, le pouvoir médiatique, la narration dominante qui en constitue l'ethos. On ne s'explique pas autrement pourquoi est-ce que pendant la Guerre Froide, ce sont toujours les capitalistes qui ont gagné en Italie et les communistes en Bulgarie, ou pourquoi est-ce que quand le mauvais gouvernement risquait de prendre le pouvoir (par exemple en Grèce, au Chili, en Hongrie ou en Tchécoslovaquie) les impérialistes états-uniens et russes ne perdaient pas un instant pour l'écraser dans le sang. Enfin : nous sommes internationalistes et il faudrait peut-être aussi sonder la volonté des autres prétendus peuples du monde. L'adhésion des pays de l'est

à l'Union Européenne, pour donner un autre exemple, a contribué à abaisser le coût du travail en Europe. Des millions de prolétaires polonais, roumains etc. disposés à accepter un salaire plus bas, ont contribué, bien évidemment malgré eux, à abaisser les salaires à leurs collègues italiens, grecs et espagnols. La volonté des ouvriers grecs était-elle véritablement pour que ces pays entrent dans l'U.E. ? Sommes-nous sûrs que la tragédie économique en Grèce et le plus que modeste, mais cependant sensible, appauvrissement salarial italien n'ait pas été aussi dû à l'expansion de l'OTAN/U.E. à l'est ? Et plus récemment, en admettant une prétendue volonté populaire des finlandais pour entrer dans l'OTAN, que faisons-nous de la volonté des kurdes qui se retrouveraient déportés pour permettre ce mariage ?

Et comment définir alors ce mystérieux phénomène d'expansionnisme mené à coups de bombardements et de déportations, de levier économique et de chantage politique ? Je crois que dans toutes les langues du monde il n'existe qu'un mot pour le définir : impérialisme. Mais non, même au sujet de cette banale vérité nous ne parvenons pas à être d'accord avec Antii Rautiainen ! À cette définition universelle de l'impérialisme, que Monsieur Rautiainen définit « léniniste tout court », il en propose une différente qui sonne ainsi : « L'impérialisme c'est quand un Etat poursuit la conquête d'autres territoires et atteint le statut de superpuissance dirigeante ». À nouveau, Rautiainen nous propose une logique absolument interne au droit étatique, et pour cette raison incompatible avec l'anarchisme. La preuve en est quand il en arrive à écrire que l'Ukraine n'est pas un pays impérialiste parce que les massacres contre les populations russophones ont eu lieu « à l'intérieur des frontières tracées en 1992 ». Félicitations, il pourrait faire carrière comme ambassadeur à l'ONU. Moi qui suis anarchiste, je me fiche royalement des frontières tracées sur les cartes géographiques. J'oubliais un petit détail, une bricole : quand le 17 mars 1991 a été organisé le référendum sur la conservation ou la dissolution de l'Union Soviétique, 77,85 % de la population vota pour la conservation. En Ukraine, 71,48 % vota pour rester dans l'URSS. L'URSS s'est cependant dissoute à cause de cette marionnette de la CIA alcoolisée nommée Eltsine, président de la seule Russie. Un pe-

tit détail qu'il faudrait aussi rappeler chez nous aux supporters de Poutine qui ont la nostalgie soviétique : ce sont les russes qui ont dissous l'URSS, il serait temps, trente ans après, que vous vous réveilliez. Mais c'est un détail qu'il faudrait aussi rappeler à Rautiainen, qui semble faire appel à la volonté populaire uniquement quand cela sert à approuver l'expansion de l'OTAN. Comment vous enseigne-t-on l'histoire en Finlande ? Le problème de la définition de l'impérialisme de Rautiainen tient, par ailleurs, dans sa nature quantitative.

Comment définir l'État plus grand et celui plus petit dans un contexte où la dynamique impérialiste est faite d'alliances, de leviers économiques et de chantages politiques qui s'entrecroisent internationalement ? Certes notre propagandiste n'est pas intéressé par les leviers économiques, il déclare au contraire n'avoir pas le moindre gêne à ce que sa superbe théorie de l'impérialisme ait été sciemment pensée pour « écarter l'extension de la définition à l'hégémonie économique et culturelle ». Quelle coïncidence. Dans ce contexte historique, nous avons un enchaînement d'asymétrie. Parce que très probablement entre l'Ukraine et la Russie, l'État le plus faible est l'Ukraine et celui le plus fort est la Russie. Mais si nous faisons une comparaison entre la Russie et l'OTAN, alors l'asymétrie est totalement déséquilibrée vers l'OTAN, dans une proportion largement plus grande : la Russie est une puissance aux pieds d'argile, son PIB est inférieur à celui de la seule Italie, et comparable à celui du Texas. Selon cet autre étalonnage de la théorie impérialiste à la Rautiainen, nous devrions alors être philo-russes, comme certaines épaves du stalinisme lieux-communistes. Enfin, si nous considérons de manière correcte l'affrontement international en acte comme un conflit entre l'Occident consommateur et le reste du monde riche de matières premières ou en voie d'industrialisation rapide, se dessine alors les contours d'un nouveau bipolarisme mondial dans lequel nous ne pouvons, nous ne voulons, nous ne devons nous allier avec personne dans la boucherie qui s'annonce.

En réalité, la plus grande victoire de Poutine ces derniers mois a été le ralliement d'une série de pays, dans certains cas ouvertement ennemis, tous de son côté : Inde, Chine, Pakistan, Afrique du Sud. L'Inde en particulier a

permis à Poutine de survivre aux sanctions occidentales, en acquérant le méthane russe et en laissant l'Europe dans la plus grave crise énergétique des cinquante dernières années. Les prétendus BRICS veulent profiter de la guerre pour augmenter le prix des matières premières, échappant au pillage occidental réalisé pendant des siècles d'importations-voil et en cherchant en même temps à liquider la transition écologique qui les mettrait hors jeu. Les exploités de tous les pays doivent faire l'unique chose qui est éthiquement et stratégiquement nécessaire : lutter pour la défaite de leur gouvernement, transformer la guerre en révolution.

En conclusion, je voudrais profiter de ces dernières lignes pour saluer les anarchistes en Russie et en Biélorussie.

Je n'ai pas accordé de place aux crimes de Poutine parce que la polémique m'a conduit dans une autre direction, mais je voudrais rappeler que ces anarchistes sont aujourd'hui le plus grand espoir et le plus brillant exemple d'une attitude révolutionnaire : des trains déraillés, des centrales électriques en feu, des molotovs contre les centres de recrutement, des attentats suicides. Les terres merveilleuses d'où ils viennent devraient être fières, y compris dans ce siècle, d'avoir vu naître des compagnons de la sorte, dignes de l'idéalisme des nihilistes, des populistes, des anarchistes du 19ème siècle. Ces compagnons sont des héros, leurs exploits devraient nous jeter dans le plus honteux embarras face à notre veulerie. Mais comment nous racheter ? De quelle manière être véritablement solidaire, véritablement dignes de ces compagnons ? Attaquer nous aussi les infrastructures de Poutine ? Pour faire cela, il faudrait devenir des mercenaires de l'OTAN ! La véritable manière pour être dignes de cette attitude est de tenir la même chez nous. Attaquer nous aussi, bien sûr, mais pas les objectifs russes, plutôt les capitalistes occidentaux, saboter notre armée, lutter pour la défaite de l'OTAN. Seule l'action directe peut arrêter cette guerre et celle, pire encore, qui se prépare. Personne ne vous invite à laisser les armes et à fuir, bien au contraire.

Emmeffe

SANS FREINS

Cela faisait un petit moment déjà qu'il était clair que ce n'est plus le moment de « tirer le frein d'urgence avant le précipice ». Pendant quelque temps c'était devenu la mode de penser au Fridays for the Future, rappelant les îles de plastique et la demande – à voix terriblement basse – portée en avant par une série de jeunes préoccupés de ne plus disposer d'une planète où grandir. Mais un mouvement gonflé et exploité par les médias et par les patrons pour pousser l'économie verte (qui n'a de vert que l'épanchement de bile qu'elle provoque chez quiconque a encore de la dignité) a été terrassé par la lutte contre la pandémie, suivant laquelle le problème des paquets à usage unique a fini dans un sachet aux côtés de l'huile pour assaisonner et de dix mille masques. On ne comprend pas bien où veut aller le pouvoir avec la poussée terroriste des journaux télévisés par rapport à la crise environnementale de cet été. Dans une planète où ce sont les bois qui brûlent et pas les banques, où les automnes sont froids et les étés terriblement chauds, on ne comprend pas clairement quel jeu sert la répétition du fait que nous avons détruit la planète. À part, peut-être, pour nous faire oublier dans la terreur qui sont les véritables responsables de cette situation, ceux qui chient là où ils mangent dans la confiance du fait qu'ils pourront se construire une planète toute neuve où recommencer à manger et à chier tandis que nous nous noyons dans leur merde. Dans tous les cas, tandis que l'eau potable arrose les terrains de golf et refroidit les centrales nucléaires ou les machines des usines, tandis qu'une infinité de pétrole est brûlé dans les réservoirs des avions de chasse, à y regarder de plus près on se rend compte que le train est désormais au beau milieu du précipice, et que tirer le frein d'urgence n'aidera pas à mieux admirer le panorama en attendant de se fracasser au sol.

Entre-temps, le fait que la planète soit en train d'agoniser et que les ressources touchent désormais à leur fin a commencé à frapper aux portes des sociétés occidentales sous différentes formes. Auparavant il n'y avait que ces gueux fuyant des territoires désor-

mais désertifiés par les monocultures intensives et par les zones extractives, par les mines de coltan et les plateformes pétrolifères – désespérés par le fait qu'elles n'ont pas l'air d'aller en diminuant, contrairement à la compréhension pour leur situation qui, si c'est possible, va, elle, en diminuant – désormais il y a huit mois d'attente pour une nouvelle voiture (désolé, les micropuces manquent ; on ne comprend pas pourquoi ils n'ont pas recommencé à produire les Uno, ni relancé la mode de la Lada Niva), le prix des légumes s'approche de celui d'un hôtel trois étoiles, l'Afrique est un jardin dans lequel s'il n'y a pas de lion il suffit de regarder autour de soi pour voir les hyènes des multinationales prêtes à dévorer les cadavres pour augmenter les profits. Le commerce mondial, toujours plus interconnecté au cours des trente dernières années, a souffert lourdement non seulement des changements climatiques, mais aussi de la gestion du coronavirus (si le confinement est instauré en Chine, alors les bateaux ne partent pas et l'attente pour AliExpress devient éternelle) et, en finalement, des tensions internationales. La guerre en Ukraine, voulue et menée par les patrons – évidemment à distance, car ce sont bel et bien les esclaves qu'ils envoient mourir – a été exploitée comme une nouvelle occasion de profit. Si pendant plusieurs mois les bateaux pleins de blé ont eu du mal à partir, on se demande alors dans quelle mesure la hausse des prix de la farine a servi à ramener à zéro les pertes des grandes industries.

Et, tandis que sur les journaux et à la télévision des experts militaires improvisés, qui étaient jusqu'à hier des virologues extrêmement cultivés – nous expliquent les variations sur le front, minimisant ou exaltants les résultats militaires avec un style digne de l'institut LUCE, les patrons du monde se sont déjà rapidement rassemblés dans une conférence à Lugano et, la carte sous les yeux, ils ont décidé comment se répartir les différentes régions de cette nation, en assignant à chaque état occidental sa zone d'influence, c'est-à-dire de reconstruction. Les grands groupes italiens dans la construction, de la CMC – responsable

de la construction du TAV – à la famille Benetton qui a encore sur les mains le sang des morts du pont Morandi de Gênes, ils se frottent déjà les mains à l'idée d'une nation entière à reconstruire après les ravages de la guerre.

Les hausses du prix de l'énergie – gaz, pétrole, énergie électrique – ont été et continuent à être à la charge des « utilisateurs finaux », c'est-à-dire ceux qui utilisent l'énergie pour chez eux, ou ceux qui vont acheter les produits à des prix toujours plus haut avec l'excuse de l'augmentation des coûts des matières premières. Le chantage est toujours le même : si les agences et les patrons coulent, ils nous feront couler avec eux. Nous n'avons aucune intention de les sauver au prix de nous noyer, bien au contraire. Sur ce point, nous ne sommes disposés à aucune solidarité. Le discours peut-être simpliste sur l'argent reste valide : si les sous ne s'évaporent pas mais que beaucoup de personnes deviennent toujours plus pauvres, cela signifie que quelqu'un est plus riche. Il ne faut pas l'oublier, et il est nécessaire de reconnaître les responsables des politiques qui sont en train de tuer – plus ou moins lentement – les prolétaires du monde entier.

En Italie, cet automne, la situation par rapport aux factures de gaz empirera plus encore : ceux qui ont choisi le marché libre risquent, si leur compagnon devait faire faillite, d'être insérés dans un régime de dernière instance, particulièrement cher. Ceux qui ont choisi de rester dans le régime de protection plus importante découvriront une nouvelle manière de calculer le prix du gaz. Le prix sera recalculé tous les mois, et non pas tous les trois mois, conduisant à des augmentations permanentes et à une plus grande dépense y compris dans l'absolu (les journalistes vendus en arrivent même à présenter cela comme une amélioration, « comme ça le consommateur aura une plus grande conscience des prix », et l'« augmentation sera graduelle et non pas en un coup à la fin du trimestre » : des affirmations de double-penser) et ne sera plus basé sur l'indice précédent, mais sur le « PSV », un indice national. Nous n'y comprenons pas grand-chose, si ce

n'est que c'est un indice plus volatil et que, selon des économistes qui le présentent comme quelque chose qui convient aux consommateurs, il est « toujours plus cher d'environ 3 euros le mégawattheure ».

Comme si cela ne suffisait pas, les tensions internationales augmentent. Ces derniers jours une nouvelle escarmouche a eu lieu entre la Chine et les États-Unis – sur un thème comme Taïwan, qui était déjà revenu en vogue avec Trump, à condition qu'il n'ait jamais été oublié. De la même manière, les tensions de pouvoir dans la vieille Europe se manifestent encore une fois dans les Balkans avec la répétition de la crise entre le Kosovo et la Serbie. Une des solutions toujours bonnes aux problèmes des patrons et de la guerre, et pour des problèmes qui augmentent il nous faudra des solutions toujours plus drastiques : il n'est pas impossible que la guerre dans le théâtre ukrainien ne soit que le début de quelque chose de bien plus grand. Les compagnons grecs qui ont incendié une voiture d'un dirigeant de leur Enel l'ont bien dit : l'unique accès libre pour les pauvres c'est l'accès aux premières lignes des guerres impérialistes. On pourrait penser que, après 1914, après 1939, les opprimés européens sont fatigués de partir pour la guerre : mais avec des armées toujours plus technologisées et formées par des professionnels du massacre grassement payés, l'État a aussi mis un frein à la simple désertion et à l'accès aux armes pour les opprimés, qui en paieront néanmoins les conséquences. Ils ont bien raison, ces compagnons du monde entier qui, comme nous, continuent à relancer le défaitisme révolutionnaire, le sabotage de la guerre et l'attaque des patrons chez nous. Donc, même si nous ne serons pas envoyés en première ligne, nous paierons cher chaque guerre plus ou moins grande dans le futur proche.

Dans tous les cas, il est plutôt évident que nous nous trouvons dans une poudre qui, tôt ou tard, explosera. Et ce sera des révoltes dictées par l'exaspération, plus ou moins violentes, mais avec la demande de base de vouloir manger et boire, d'avoir une maison et de ne pas mourir de froid. Une révolte de ce genre peut aller dans tous les sens, en fonction des responsables qu'elle identifie, et elle contient aussi la forte possibilité de devenir profondément réactionnaire. On entend déjà des voix qui en appellent à la fin

de la solidarité entre États, d'après lesquelles « Nous Italiens » travaillerions pour obtenir ce qui nous sert et puis nous pourrions, peut-être, nous préoccuper des autres.

En regardant la partie du monde où nous vivons, la situation ne semble pas rose. Au cours des trente dernières années, les opprimés n'ont pas réussi à développer une force ou des instruments en mesure de s'opposer aux politiques des capitalistes, perdant ainsi un terrain énorme du point de vue des conquêtes sociales et – avec la complicité d'une narration qui affirmait la fin des idéologies, des mythes, de la possibilité d'en finir avec les patrons – perdant aussi ces repères de classe auxquels nous étions habitués. La conscience révolutionnaire s'est – beaucoup – perdue, et peut-être aussi la confiance dans la possibilité d'avoir des conséquences sur le monde, et sans aucun doute la confiance dans la gauche et dans la politique « traditionnelle ».

Et les patrons ont progressé dans la préparation face aux révoltes qui arrivent, de manière à pouvoir les gérer au mieux, les atténuant en des explosions limitées sans conséquences excessives. À partir de la militarisation des villes, de l'extension du contrôle, de l'habitude à l'obéissance à des diktats toujours plus lourds, toutes ces politiques qui ont vertigineusement augmenté ces dernières années.

Le problème auquel nous sommes confrontés est un changement très fort comparé à ce à quoi étaient habituées toutes personnes de plus de 30 ans : nous venons d'une période d'environ 150 ans de guerre sociale, au cours de laquelle la croissance et l'expansion du capital ont permis aux opprimés d'obtenir des conquêtes pour accéder à des miettes des patrons. Le capital a pu gérer les luttes menées par les révolutionnaires en concédant des droits et, si d'un côté cela a pu empêcher l'éclatement d'une révolution, cela a aussi donné de l'élan aux luttes et aux batailles, parce qu'un certain type de méthode amenait néanmoins à des victoires. Tout cela ne fonctionne plus aujourd'hui, et nous nous trouvons dans l'incapacité de penser à des solutions intermédiaires réelles aux problèmes quotidiens. Peut-être parce que celles-ci n'existent plus. L'unique solution réelle aux problèmes quotidiens n'est pas intermédiaire, mais totale, dans l'absence de possibilité de médiation avec le pouvoir. Tout compte

fait, cette situation globale et difficile pourrait aussi s'avérer positive : les anarchistes ne sont pas la gauche, ils ne se sont jamais vendus, et ils ont une solution simple et vraie. La révolution sociale. Redécouvrir l'anarchie sans compromis, celle des gueux, des enrégés, et à partir de là raisonner sur les tactiques face à un ennemi qui est toujours plus puissant, mais aussi moins sournois qu'autrefois. Nous devons faire attention à être clairs, pour ne pas amener de l'eau au moulin de la gauche ni à celle de la soi-disant droite sociale, qui est déjà prête à se lancer comme un vautour sur chaque larme de sang des exploités.

Et la clarté naît de l'analyse, mais aussi du courage de risquer, de ne pas faire de pas en arrière et de rappeler qu'être compréhensibles ne signifie pas cacher ses convictions, mais les exprimer de manière simple et clair dont est capable quiconque sait où il veut aller.

Et si le monde que nous connaissons est déjà fini, nous en construirons un nouveau à partir du désert qu'ils nous ont laissé.

Au pire, il reste toujours la vengeance.

Des conspirateurs

Numéro 16, année II, août 2022
(Spécial 16 pages)

ÉNERGIES RÉCUPÉRABLES

La survie du monde civilisé dans lequel nous sommes immergés, à tel point que nous ne sommes pas capables d'imaginer une autre manière de vivre, est le point crucial sur lequel se meuvent et se mouvront les armées, les centres de recherche et remaniement géopolitiques. LE monde civilisé a réussi à s'étendre grâce à l'aide de la technique, qui a donné forte impulsion pour déposséder les corps et les horizons de toutes autres possibilités. Il a colonisé les esprits et engourdi les mains. Il a aliéné les consciences et les a rendus dépendantes.

Les ressources utilisées jusqu'à maintenant pour faire progresser l'industrialisation et la digitalisation manquent, les coûts et les dépendances gênantes augmentent. Le système de production, de pair avec le système militaire sans lequel il ne pourrait ni se défendre ni se justifier lui-même, est un puits sans fond dans lequel jeter, sans crainte des conséquences néfastes, les montagnes, les fonds marins, l'air, l'eau, la terre, les nappes aquifères, les animaux et les humains.

La disponibilité à se faire gérer par les militaires, dans la partie la plus vorace du monde, celle dans laquelle nous vivons, est désormais assez entraînée. Cela ne semble plus étrange de voir des militaires dans les rues ou monter dans les trains pour contrôler les papiers (ou mieux, cela n'est pas étrange quand ils le font pour aller à la chasse aux « clandestins », mais cela l'a été pour la chasse aux transgresseurs du passe vaccinale), et cela ne semble pas étrange non plus de les voir gérer « la santé ». Le *danger du terrorisme* hier, avec l'arrière-plan permanent de la peur de l'*étranger*, puis le *danger de la contagion*, et d'ici peu le *danger de l'urgence climatique*. Mais d'où vient cette nécessité de communications et de manœuvres de *guerre* ? Parce que l'État est là pour protéger ses sujets, pour les protéger du risque de véritablement comprendre les causes des déséquilibres sociaux, des ravages environnementaux, de la catastrophe toujours plus proche. Les protéger de penser donc, mais aussi, au cas où cela se produirait quand même, du risque d'agir

avec conscience. Quand les choses deviendront plus pesantes, eux seront prêts. Seul l'État fait les choix. Le corps ? Ton corps est à l'État, du berceau à la tombe. Le territoire ? LE territoire est à l'État, ainsi qu'à ceux qui le dévastent. Ceux qui osent et oseront se rebeller contre cet état de choses qui nous fait vivre un éternel présent de pseudo-bien-être, trouveront face à eux un État bien préparé.

Dans différentes parties du monde, les soulèvements de la faim ont déjà lieu depuis des années, entre adaptations et récupérations, illusions et miettes. Mais on ne rigole pas avec la faim. Rationner la nourriture, augmenter les prix en faisant en sorte que ceux qui n'avaient déjà rien aient encore moins, c'est toujours contre-productif pour les gouvernants.

Dans les prochaines années les luttes pour la faim s'étendront : entre les guerres et les changements climatiques, la nourriture sera toujours plus un privilège, y compris parmi les privilégiés de la partie nord de l'hémisphère. Si je ne peux que me réjouir à l'idée d'une explosion de révoltes, en même temps j'imagine que le niveau de violence sera sans doute inouï. Quand on n'aura plus rien, il n'y aura plus rien à perdre. L'aide mutuelle existera-t-elle entre les morts de faim ? Et avec ceux qui viendront d'autres pays aussi ?

Je ne voudrais pas être pessimiste mais je le suis, et je me rends compte que dans un moment d'instabilité et de peur, le risque de s'en remettre à l'État est toujours au coin de la rue. Parce que seul l'État sait contenir, gérer, rationaliser. Parce qu'il l'a toujours fait et qu'il le fera toujours. L'État est la Voie, l'unique voie.

Plus l'État aura de marges d'action dans l'esprit des personnes, plus la sensation que c'est la solution à tous les problèmes grandira. Si les fleuves s'assèchent et que la nourriture est radioactive c'est parce qu'il y a des patrons. Il n'y a aucune crise. Cela s'appelle le capitalisme. Et le capitalisme a toujours amené la mort et la destruction.

Définir comme *crise* une situation qui, d'une manière assez logique évolue en tragédie, est la poursuite d'un objectif précis : donner la possibilité

de faire de grands et de rapides changements avec la garantie du silence et de l'acceptation des personnes. La logique de la crise semble être l'idéologie grâce à laquelle produire de la cohésion dans une communauté, afin de préparer la voie à la légitimation de la structure de pouvoir et à son récit de la *vérité* (le caractère inévitable du progrès) et de l'unique futur qui en résulte.

La *question énergétique* [dont la signification la plus cachée sonne plus ou moins comme « question de la survie du système capitaliste en manque de matières premières fossiles »] est en effet affrontée et racontée ensemble avec la *crise climatique*. La nécessité de réduire les émissions, de moins polluer, mais d'avoir assez d'énergie pour être toujours tous biens, heureux et contents a eu comme effet la possibilité de légaliser la définition de nucléaire comme énergie verte, *propre*. C'est préoccupant parce que quand le système capitaliste vorace et l'État se mettent en tête de faire quelque chose, ensuite ils le font vraiment, et ils savent comment faire ressentir à leurs sujets la nécessité, la Voie Unique.

La gestion de *crise* de la crise énergétique a entre autres permis à une Europe en première ligne pour décarboniser le monde, de retourner en toute hâte au charbon. Parce qu'une chute énergétique d'un certain niveau ne provoquerait pas seulement un évanouissement du système capitaliste. Ce serait sa ruine.

Je considère qu'il est réducteur de s'arrêter à la question du pour ou contre cette source d'énergie, renouvelable, fossile ou naturelle. Il faut reconnaître que le problème c'est le chemin que nous suivons depuis des siècles, cette Voie Unique dont nous sommes dépendants, le capitalisme, un système énergivore qui additionne et ne remplace pas. Le problème ne peut bien évidemment pas être réduit à « polluer moins ». Si à partir d'après-demain il n'existait que des sources d'énergies renouvelables pour souffler sur le bateau du profit, croyons-nous véritablement qu'il recommencera à pleuvoir, que les fleuves se rempliront en juste quantité d'eau, et que le prix de la nourri-

ture tombera ?

Que le capitalisme aille en avant avec des nuages toxiques ou avec de gigantesques batteries au lithium pour accumuler l'énergie produite *naturellement*, l'extractivisme ne s'arrêtera pas, par conséquent le ravage et l'exploitation non plus.

Et par conséquent les guerres non plus.

Les sources d'énergies renouvelables, comme celles fossiles, ont le même mécanisme de consommation du sol, bétonnage, besoins très élevé en acier pour les infrastructures, en plus de la quantité considérable des prétendues terres rares. La transition énergétique est colonialiste, il n'y a aucun doute à ce propos.

L'écologisme réformiste, qui demande aux États d'investir dans les énergies renouvelables parce qu'il n'y a plus de temps, ne fait qu'aider le ca-

pitalisme à se refaire un visage. Il est tombé dans le piège de l'urgence, de la course aux refuges. Et s'il est soutenu médiatiquement, c'est en réalité parce qu'il aide dans le récit de la *transition digitale* comme la réponse la plus *juste et durable* à la crise climatique.

Mais si l'on n'a plus rien à perdre, si l'on croit vraiment être la *dernière génération*, à un pas de l'extinction, quel sens cela peut-il avoir d'attendre un futur de la part de ceux qui ont amené le monde à la ruine ?

Les patrons n'ont aucune intention de faire un pas en arrière, ils ne sont pas suffisamment rationnels pour se rendre compte qu'ils courent vers le gouffre en entraînant tout derrière eux. Le système capitaliste ne peut faire que progresser, même au prix de l'existence même de la planète. Si nous voulons vivre, et non pas sur-

vivre toujours plus misérablement, le seul agir qui s'offre à nous est celui violent, sans compromis ni revendications. Nous avons toujours été en guerre, ils le savent et sont préparés, mais cela fait un peu trop longtemps que nous dormons.

Savoir si cela est utile, si nous parviendrons à les arrêter, n'a pas de sens, mais cela n'en a certainement pas non plus d'imaginer un futur si on n'élimine pas le bourreau.

Conan

Numéro 16, année II, août 2022
(Spécial 16 pages)

MAIS VRAIMENT ?

La *vérité* est un concept très compliqué, qui au cours d'époques et des lieux a bien sûr été interprété de différentes manières. Dans le monde et à l'époque où je vis, dans le dictionnaire que je feuillette, la *vérité* désigne le « caractère de ce qui est vrai, la conformité ou la cohérence à des principes donnés ou à une réalité objective », l'exactitude et l'authenticité des *faits*.

Mais ces principes *donnés par qui* sont-ils donnés ?

Comment la réalité pourrait-elle être objective ?

Les *faits* peuvent-ils être exprimés *authentiquement, exactement* ?

Cela dépend peut-être de quels faits on veut parler.

Si je dois dire que « la chatte est sur la table », c'est une *vérité*, ici et maintenant, tant que la chatte est sur la table. Mais c'est aussi une *vérité* de dire que la chatte est dans la cuisine. Ou alors que la chatte est dans la maison. Ou que la chatte est sur un ensemble de morceaux de bois que par convention on appelle *table*. Dans tous les cas, c'est un récit authentique de ce qui est en train de se passer. Peut-être pas pour la chatte, je n'en sais rien. Peut-être décrirait-elle le fait qu'elle se trouve sur la table d'une manière totalement

différente. Ou bien cela n'aurait aucune importance pour elle.

La chatte est descendue. Maintenant, je me demande donc : si la narration d'un *fait* plus complexe qu'une chatte sur une table doit correspondre à une certaine authenticité, ou être cohérent avec des principes donnés, comme a-t-on la certitude que cela correspond exactement au *fait* ?

Je préfère peut-être penser à la *vérité* comme à un *choix* plutôt que comme une expression de faits ayant eu lieu. Encore moins à la *vérité* comme *foi*. Cependant si je dois penser à la *vérité* comme à un choix, je tendrai alors à utiliser le mot *choix*, pour éviter la confusion que le mot *vérité* peut générer.

La perception de soi et du monde est unique, non simplifiable. Il existe des faits, mais la narration que l'on en fait est personnelle, ou fonctionnelle suivant ce que l'on veut obtenir.

L'Histoire, par exemple, est le récit d'un ensemble de faits, qui ont eu certaines conséquences. Mais c'est qu'un récit parmi de nombreux autres. La manière avec laquelle des pages entières de

livres sont couvertes d'encre, fait en sorte que la narration, celle officielle de l'Histoire avec le H majuscule, s'adapte aux exigences du pouvoir. Non pas la chronologie des faits, mais le choix d'en raconter certains plutôt que d'autres, de les pêcher consciemment dans le tas pour orienter l'incapacité d'interprétation du monde.

Le langage neutre est une pure convention. Tout comme c'est une convention de se définir d'une quelconque manière, même le plus « libre » possible. L'être *super partes* [au-dessus des parties] est une distorsion que je laisse volontiers aux juges. En effet, ceux qui se définissent au-dessus des parties, qui s'arrogent la possibilité de juger sans prendre parti pour personne, sont en définitive au service d'une partie bien précise, celle de la domination. Se baser sur les faits ne signifie absolument rien. Parce que ces faits ne se racontent pas d'eux-mêmes, ils sont farcis de mots, et les mots ont des sens bien précis quand ils sont mis les uns à la suite des autres.

J'essaie de donner un exemple.

Une femme tue son mari

Une femme tue son mari violent.

Une femme tue son mari violent, mais elle n'avait jamais porté plainte pour

ses agressions.

Le fait raconté fait référence à la même situation, mais chaque phrase porte en elle une opinion déterminée de la personne qui écrit sur ce fait.

En voulant parler de *réalité* et *vérité*, en s'en tenant aux *faits*, toutes les phrases en sont de dignes représentations. La contamination que cet enfillement de mot insinue dans l'esprit de ceux qui les lisent est plus forte que le fait en soi.

Le fait que je me définisse citoyen d'aucune nation ne le rend réel que pour moi, comme le fait qu'auprès de l'état civil je sois enregistré comme citoyen italien le rend réel pour ceux qui le reconnaissent et défendent les frontières et la patrie, mais non pas pour moi. Ces deux chemins ont des conséquences. Si je ne me reconnais pas soumis à l'État, j'agirai pour le contourner, je tenterais de le réduire en miettes, et le fait que l'État a comme vérité fondamentale le fait que chaque citoyen est sa propriété, fera en sorte que mon conflit avec l'État produise des conséquences.

Le fait que la réalité et la vérité n'existent pas comme absolu ne signifie pas pour moi que tout a la même valeur, que tout est acceptable.

On ne peut pas nier que les patrons et les oppresseurs sont des patrons et des oppresseurs, le fait qu'ils le sont est réel. Et c'est une bonne pratique de les appeler ainsi, pour qu'ils puissent être reconnus par ceux qui les appellent encore, malgré le fait qu'ils en subissent l'oppression, *employeur, entrepreneur, président, administrateur délégué* etc.. Mais est tout aussi réelle la partie du monde qui les appelle par des noms qui ne laissent pas entendre ce qu'ils représentent dans l'existant, tout comme est tout aussi réel le fait que la servitude volontaire est à la base de toute expression du pouvoir. Appeler les choses moches par des noms peu significatifs est nécessaire pour continuer à garder le contrôle. Dire que les sans papiers sont déportés, par exemple, donnerait une image négative de ceux qui commandent, cela renverrait à des choses extrêmement moches pour la majeure partie des personnes. Dire qu'ils sont rapatriés sonne un peu comme si c'était pour eux un plaisir.

Déguiser sa pensée derrière des mots séduisants n'est pas la prérogative de la domination. Même parmi ceux et celles qui se battent pour la fin de

toutes les oppressions, il y en a qui tombent dans le piège de la recherche d'approbation, ou peut-être dans la nécessité d'élargir le consensus. Cacher le fait qu'ils sont anarchistes, ainsi que leur pensée sur la violence anarchiste contre les patrons, devient alors une nécessité. Avancer graduellement, sans dévoiler jusqu'au bout sa pensée, son agir, ses choix. Ce n'est pas mentir, c'est peut-être plutôt omettre, en racontant sa vision à travers des acrobaties linguistiques. Exactement comme le fait la domination, c'est-à-dire préparer le « sujet de référence » à quelque chose d'autre que ce que l'on dit explicitement.

Pourquoi ? Ceux qui combattent la domination en agissant ainsi ont peut-être un sentiment de supériorité vis-à-vis des prétendues masses ? Ou bien c'est la peur de perdre/ne pas réussir à obtenir du consensus ?

LE discours est plus simple pour la domination. Le langage utilisé pour préparer le « peuple » aux changements est le produit de choix bien précis, une stratégie de domestication.

Je ne veux pas répéter des choses déjà dites et écrites des milliers de fois, je donne l'exemple du langage de guerre qui a envahi nos cerveaux au cours des deux premières années et un peu plus de gestion militaro-sanitaire du covid 19. Grâce à cela, les esprits des populations européennes n'étaient-ils peut-être pas déjà aussi prêts à des discours sur la véritable guerre ? Qu'est-ce que signifie le fait que les chefs d'État, les journalistes et les différents experts aient commencé à parler sans pudeur de Troisième Guerre Mondiale ? Ce qu'ils nous disent est-il *vrai* ? Plutôt que de se demander si une chose est vraie ou fausse, réelle ou imaginée, cela aurait du sens de se demander pourquoi cette chose est racontée de telle ou telle manière. Quel est le but derrière les mots utilisés ? L'unique certitude que j'ai c'est que si nous croyons aux paroles de la domination – et par *croire* j'entends par là que nous nous laissons guider – nous ne finirons pas enterrés en prison.

Où veulent en venir les États avec leur langage militaire ?

Comme cela a déjà été dit, le dressage est fondamental, habituer la population à la guerre faisant ainsi en sorte qu'il y ait le moins de réactions sociales possibles. La guerre ne plaît pas à nous autres exploités et exploitées, parce

que c'est sur nous qu'elle retombe, la préparation sert donc aussi à créer des justifications aux crimes de la domination.

Mais la soi-disant question énergétique, les changements climatiques, la faim et la pauvreté qui déferleront toujours plus, n'amèneront-elles cependant pas une augmentation de la conflictualité sociale ? Cela a déjà lieu, les luttes pour le pain ne sont pas à venir, elles sont déjà là. Donc, l'unité nationale est le liant linguistique pour canaliser ces énergies vers l'esprit de sacrifice en faveur du patronat. Si tu n'as pas assez de sous pour te chauffer cet hiver, peu importe, il suffit que l'économie ne s'effondre pas, que les usines sidérurgiques, chimiques, celles au service du militarisme et de la transition technologique, etc. continuent à avoir suffisamment de ressources pour fonctionner. Tu peux mourir de froid, de chaud, de travail. Tout va bien, pourvu que nous évitions l'invasion russe.

La responsabilité, dans le récit de l'État, nous incombe, à nous exploités et exploitées. Le récit est le même que celui utilisé pendant le covid19, et c'est le même qui a lieu pour le changement climatique. Les conséquences néfastes dans lesquelles la Terre a fini sont-elles provoquées par les actions individuelles ? La réponse est évidemment non. La responsabilité incombe à la domination dans son ensemble.

Comprendre la langue militaire est alors nécessaire, et il est encore plus important d'en comprendre le pourquoi. Si derrière la nécessité de nous dresser se cache la peur de la conflictualité sociale adressée contre eux, il devient fondamental selon moi de savoir le raconter de manière claire, pour que leurs peurs deviennent *réelles*. Choisir quelle attitude tenir dans la lutte contre la domination et l'exprimer sans demi-mesures brise le cercle vicieux qui consiste à rechercher dans l'État les solutions aux problèmes. Il ne s'agit pas d'*appeler les choses par leur nom*, parce que les choses n'ont pas de nom, il leur est donné. Il s'agit d'utiliser les mots pour exprimer le sens qu'on leur donne.

Et d'agir en conséquence.

Conan

Numéro 18, année II, 26 septembre 2022

APPENDICE :

UNE CONSPIRATION HISTORIQUE *INTERNATIONALISME ANARCHISTE ET RÉVOLUTION SOCIALE*

L'internationalisme semble être une de ces questions appartenant au passé, mais il ne peut pas simplement devenir du matériel d'archive parce que l'anarchisme est par nature internationaliste. Puisqu'il ne reconnaît ni nations, ni États, ni peuples, mais qu'il s'oppose fortement à la dynamique de classe mise en œuvre par les patrons, cette dynamique selon laquelle l'opprimé doit céder face à l'opresseur parce que la seule voie possible est celle déjà prévue et réalisée par les patrons, cette dynamique qui assombrit nos misérables existences et qui permet la raison d'État.

Dans différents numéros de notre journal anarchiste *Bezmotivny*, nous avons parlé du passage nécessaire de l'*internationalisme* – sentiment fondateur de l'anarchisme – à l'*internationale*.

Un saut qualitatif qui, sans l'ombre d'un doute, prêterait main-forte et donnerait un écho certain à toutes ces luttes révolutionnaires éparpillées aux quatre coins du monde dans lesquelles nous nous reconnaissons.

Mais qu'est-ce donc, et qu'entendons-nous, par *internationale* ?

Cycliquement, la problématique relative à la nécessité d'une sorte de rapport, plus ou moins projectuel, entre les anarchistes au-delà des frontières a fait jaillir de nombreuses contributions intéressantes (et tant de polémiques !) et de propositions organisatives, mais aussi des méthodes pratiques et pleines de bonnes volontés qui ont tenu en vie, à certains égards, le débat international entre compagnons. Pour ce qui nous est donné de savoir, toutes les « propositions organisatives » se sont concentrées sur l'idée de se voir lors de « rencontres\assemblées » internationales.

Évidemment, nous ne faisons pas référence à ces organisations de synthèse dont nous rejetons les méthodes complètement dénuées de conflit et les démarches décisionnelles et délibératoires.

Nous nous référons à ces théories\pratiques insurrectionnalistes, informelles, qui dans la seconde moitié du 20ème siècle ont revigoré l'anarchisme parfois appelé anarchisme d'action.

Mais revenons en arrière.

En étudiant les documents, les propositions, ou bien en parlant avec ces compagnons qui étaient très actifs dans le « mouvement » anarchiste il y a quelques décennies, une chose saute aux yeux, à savoir que la problématique de l'organisation, la peur de basculer dans une dynamique centralisée et autoritaire, a étouffé dans l'œuf les (rares) propositions à ce sujet. Une peur qui est bien sûr aussi la nôtre.

Le danger du leaderisme, de l'assemblée centralisatrice et délibérative est toujours au coin de la rue.

De fait, en ce qui nous concerne nous n'avons pas (et nous ne pouvons pas avoir) une réponse satisfaisante qui contienne, avec des méthodes antiautoritaires, des « solutions », même minime, pour sortir du marécage de l'impossible. Nous voudrions plutôt profiter de l'occasion pour être ce caillou lancé dans la mare et laisser ensuite les petites vagues produites être en mesure de donner lieu à des réflexions qui puissent nous aider à résoudre le dilemme.

S'il est nécessaire de parler d'*internationalisme*, c'est parce qu'il est nécessaire de mettre à profit les débats, les propositions théoriques et concrètes pour ne pas s'embourber dans la construction

d'une non-structure qui pourrait finir par vivre pour elle-même. Aussi, peut-être que parler du passage nécessaire de l'*internationalisme* à l'*internationale* pourrait être interprété comme une tentative de repenser quelque chose de déjà-vu mais d'actualisé. Ce n'est pas le cas, et ce n'est pas ce que nous cherchons. Ce qui nous intéresse c'est plutôt de raisonner sur le fait que l'internationalisme anarchiste ne peut pas être un simple sentiment. Mais quand est-ce que le *sentiment* se transforme en *événement* ? Plusieurs méthodes existent pour raviver la flamme de l'internationalisme. Nous ne pourrions jamais affirmer qu'une valeur aussi haute pour nous peut se résumer et se réduire à des congrès puis à des rapports et à des communiqués (comme pour certaines organisations, comme l'Internationale des Fédérations Anarchistes). Nous préférons hasarder que les rapports entre compagnons se construisent sur des projets qui peuvent parfois se croiser. Nous sommes en train de parler d'idées et de théories, de pratiques et de méthodes qui se reconnaissent entre elles, qui ne doivent pas être considérées comme des accompagnements au fait de se rencontrer, mais qui doivent au contraire être discuté avec sérieux. Profiter des moments de rencontres collectives pour se confronter – même informellement – entre compagnons et découvrir des projets communs ou un *idem sentire*.

Nous pensons donc que la transition pour l'internationale devrait être de passer du fait de *se reconnaître* au fait de *se découvrir*.

Au cours des vingt dernières années, dans le monde, s'est prononcée une in-

tervention internationaliste rassemblée autour du fait de se reconnaître à distance à travers les pratiques, nous parlons là de ce qu'a été la mise en pratique de la proposition de *l'Internationale Noire*.

Cette « méthode », pour le dire comme ça, basée sur l'attaque comme dialogue entre les anarchistes dans le monde a cependant exprimé, selon nous, certaines problématiques et peut-être des limites. Par exemple, comme cela a aussi été exprimé par le prisonnier anarchiste Alfredo Cospito dans certains de ses écrits, ce qui s'avère problématique c'est que l'unique contact possible entre compagnons ait lieu à travers les « actions \ revendications » qui dialoguent entre elles. Non pas que cela soit négatif selon nous (nous rappelons que nous faisons un journal qui publie les revendications avec joie). Nous pensons cependant que cette méthode est d'une certaine manière boiteuse. Bien sûr, c'est vrai que des propositions organisatives et projectuelles comme *l'Internationale Noire*, la *FAI/FRI* et la *CCF* sont peut-être les uniques expériences récentes qui se sont concrétisées en tant que proposition internationaliste. La capacité qu'ont exprimée ces revendications et ces compagnons et compagnonnes ayant agi est parvenue à traverser l'océan jusqu'en Amérique du Sud, jusqu'en extrême orient. Nous ne pouvons pas sous-évaluer tout ceci. Au contraire, selon nous un projet d'une telle ténacité gagnerait en importance et en force si, en plus de son caractère concret et de sa vitalité de fait, il avait aussi un côté public. C'est-à-dire intégrer cet internationalisme pratique, dans lequel les ennemis sont chez nous et sont alors frappés, avec l'internationalisme des réseaux de solidarité, de la connaissance projectuelle réciproque. Nous pensons donc que dans le face-à-face public, qui n'ignore pas la perspective de l'action, mais au contraire l'exalte, et s'inscrit dans un « unique » parcours révolutionnaire, il puisse y avoir une force terrible, car engageante (c'est-à-dire qui dépasse les limites de l'anarchisme « sectaire », car elle propose une disponibilité publique de « nos » théories et pratiques).

Nous savons bien que « nous » anarchistes, nous sommes très liés et attachés au passé, mais nous ne sommes pas prêts à rester empêtrés dedans. Au sens où l'histoire nous fournit des instruments, des instruments dont nous faisons un bien précieux. Donc, nous serions plus enclins à ne pas changer les méthodes, mais à les affiner. De la même

manière que nous ne changerions pas drastiquement les théories, mais nous voulons les faire grandir et évoluer.

Cela étant dit, nous ne voulons pas dire ici – comme nous le disions avant – comment et quand et avec quel projet commun « fonder » une nouvelle internationale anarchiste. Au contraire, nous sommes très suspicieux concernant les dynamiques qu'une telle « structure » pourrait générer. Malgré cela, nous avons le pressentiment qu'aujourd'hui les anarchistes en Europe et dans le monde dialoguent très peu entre eux. Est-il possible que l'information à travers les différents sites, que la nouvelle d'un incendie ou d'une bombe anarchiste en France ou au Chili, puisse être satisfaisante ?

Est-il possible que tout ce que nous sachions de ces compagnons qui vivent en Indonésie, c'est qu'il y a eu des actions ? Bien sûr, cela donne la « sécurité » que certaines pratiques et certaines méthodes soient partout. Mais ces compagnons, que pensent-ils de la révolution, ou de la guerre ? Plus encore, il nous semble avoir remarqué que les compagnons (comme presque tous les opprimés du monde) ont terriblement trop assimilé l'utilisation du réseau internet, et qu'ils ont cessé de se rencontrer véritablement, de discuter, de se connaître et de polémiquer. Et, si le dialogue manque, s'il y a une *communication manquée*, s'il manque cette analyse tranchante et d'une certaine manière « irréductible », non pas réactionnaire, il est difficile de prétendre réussir un quelconque bouleversement de l'autoritarisme dans le monde. Voilà pourquoi, aujourd'hui aussi, face au choix de certains anarchistes qui s'enrôlent dans l'armée ukrainienne, nous devons nous y opposer avec fermeté et clarté, non pas pour faire pleuvoir des jugements du haut de nos « privilèges », mais pour prendre position de manière critique face à ceux qui, se définissant anarchistes, choisissent non pas d'utiliser la violence (concept que nous n'abhorrons pas a priori) mais de le faire, en fin de compte, en défense d'une nation, hissant des drapeaux noirs et des drapeaux Nationaux. Un sujet sûrement glissant, mais l'entraînement à nos principes éthiques, nous anarchistes, peut-être réconfortant dans un moment dur et difficile comme une guerre et aussi pendant la « paix » sociale. Nous parlions de *communication manquée*, puisque d'un certain point de vue c'est aussi notre responsabilité vers ces révolutionnaires d'autres pays, si nous avons affronté un certain sujet – ou une cer-

taine expérience – et que nous en avons tiré des conclusions que nous n'avons pas partagées d'une certaine manière ou que nous ne nous sommes pas donné les instruments pour les partager. Il s'agit en quelque sorte de cultiver une analyse anarchiste – qui tende en permanence à l'anarchisme d'action – et de ne pas s'embourber dans une accumulation d'informations qui en restant telles quelles, vidées de toute perspective, a la valeur d'un crayon à papier sans mine.

Ce que nous cherchons à dire c'est que même cette petite partie de la démarche internationaliste qui concerne l'échange d'informations et d'idées, c'est-à-dire le pas primordial pour concrétiser une internationalisation de la lutte révolutionnaire, a perdu en contenus. Entre autres parce qu'elle a perdu de sa matérialité. Sans cette matérialité, on perd donc le caractère concret de ce que nous sommes en train de dire et de faire. À cet égard, au cours des vingt dernières années la télématique a remplacé maladroitement la manière de se rapporter. Elle est parvenue à engloutir nos contenus. Notre objectif en tant que journal est aussi celui d'en revenir à une reconnaissance physique entre les anarchistes qui se reconnaissent dans leur tension conflictuelle, et d'en revenir à une propagande accessible, franche, de rue. Nous avons donc affirmé « *passage d'internationalisme à internationale* ». Maintenant, peut-être, vu le malentendu d'une telle affirmation, étant donné qu'Internationale avec un I majuscule peut sembler plus proche d'une structure régulière dans le temps, avec ses secrétaires et ses promoteurs, comment sortir de cette emprise du doute qui, attention cependant, si d'un côté il nous freine, de l'autre il nous maintient en état d'alerte pour ne pas tomber dans une dimension autoritaire ?

Nous ne le savons pas exactement, mais nous savons que, peut-être, nous devrions recommencer à nous intéresser véritablement, réciproquement, aux projets révolutionnaires dans lesquels nous nous reconnaissons. Mais, pour faire cela, c'est à notre volonté de compagnons et compagnonnes de décider par où doit commencer une conspiration que les anarchistes n'ont jamais cessé de répandre depuis un siècle.

*La rédaction de Bezmotivny à l'occasion de la rencontre tenue à Barcelone le
17 juin 2022*

